



Etude qualitative Eurobaromètre

LA PROMESSE DE L'UE

Rapport complet Septembre 2014

Cette étude a été menée à la demande de la Commission européenne, Direction générale Communication.

Ce document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne. Les interprétations et opinions qu'il contient n'engagent que leurs auteurs.

Etude qualitative Eurobaromètre – TNS Qual+

Etude qualitative Eurobaromètre

La promesse de l'UE

Rapport complet

Etude réalisée par TNS Qual+ à la demande de la
Commission européenne,
Direction générale Communication

Etude coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication
(DG COMM Unité "Stratégie, actions de communication
corporate et Eurobaromètre")

Titre du projet Etude qualitative
Eurobaromètre - La
promesse de l'UE

Version linguistique FR

Numéro de catalogue NA-05-14-079-FR-N

ISBN 978-92-79-43633-8

DOI 10.2775/21574

© Union Européenne, 2014

TABLE DES MATIERES

1. RESUME	3
2. LA PROMESSE DE L'UNION EUROPEENNE.....	11
2.1 Etre européen	11
2.2 L'Europe et l'UE.....	17
2.3 L'histoire de l'Europe	21
2.4 Le rôle de l'UE dans le monde	24
2.5 Les perceptions des experts sur l'identité européenne	28
3. LA SITUATION ACTUELLE	31
3.1 Les avantages de l'appartenance à l'UE	31
3.2 Les inconvénients de l'appartenance à l'UE	33
3.3 Unité et intégration	35
3.4 L'opinion des experts sur l'unité et l'intégration	39
3.5 Solidarité et responsabilité	42
3.6 L'opinion des experts sur la solidarité et la responsabilité	47
3.7 L'UE et la démocratie	50
3.8 Participation citoyenne	55
3.9 L'opinion des experts sur la démocratie dans l'UE.....	58
4. L'UE ET LES MEDIAS.....	60
4.1 Le rôle des médias	60
4.2 Comment l'UE devrait-elle communiquer ?	64
4.3 L'opinion des experts sur le rôle des médias	68
5. ANNEXE - METHODOLOGIE.....	70

ABREVIATIONS

1. Danemark DK
2. Finlande FI
3. Allemagne DE
4. Italie IT
5. Pologne PL
6. Portugal PT

1. RESUME

Objectifs

- L'objet de « La promesse de l'UE » est de définir une orientation stratégique pour l'avenir de l'UE en s'appuyant sur les réponses à trois questions :
 - Quel niveau d'unité les citoyens souhaitent-ils et quels sont les domaines dans lesquels il conviendrait de favoriser l'intégration ?
 - Comment faire en sorte que l'UE soit plus démocratique et que les hommes politiques soient davantage tenus de rendre des comptes sur les décisions qu'ils prennent ?
 - Quel est le juste équilibre entre responsabilité et solidarité ?
- Les objectifs généraux de cette étude sont de comprendre comment les citoyens perçoivent l'UE et ce que l'idée européenne signifie pour eux, en particulier au lendemain de la crise économique et financière.
- L'étude a été menée par TNS Qual+, pour le compte de la Commission européenne, Direction générale Communication, entre le 30 juin et le 11 juillet 2014 dans six Etats membres de l'UE : Italie, Allemagne, Danemark, Portugal, Finlande et Pologne. Ces pays ont été choisis pour représenter différentes étapes du développement de l'UE et assurer un bon équilibre géographique général.

Méthodologie

- Le travail sur le terrain a consisté en une série de groupes de réflexion avec le grand public, complétée par des entretiens approfondis avec des experts en matière d'affaires européennes issus du monde des médias, de l'entreprise et de la culture dans les six Etats membres.
- Six groupes de réflexion, d'une durée d'environ deux heures, ont été organisés dans chaque pays. Ces groupes de réflexion ont été divisés en fonction de l'âge des participants (moins de 35 ans, et 35 ans et plus) et en tenant compte de leur attitude à l'égard de l'UE, avec deux groupes « favorables à l'UE », deux « neutres » et deux « eurosceptiques » par pays, un dans chaque catégorie d'âge. Il convient néanmoins de noter que ces groupes de réflexion ne sont jamais statistiquement représentatifs.

Principales conclusions

La promesse de l'UE

- Si pour les participants favorables à l'UE et neutres, **être européen est bien plus qu'une question de géographie**, un grand nombre des eurosceptiques en parlent quant à eux en termes purement géographiques. Les caractéristiques associées à l'appartenance européenne les plus fréquemment citées par les participants sont :
 - La tolérance
 - La paix
 - La diversité
 - Une histoire partagée
 - La liberté de circulation et la suppression des frontières
 - La démocratie
 - Une monnaie unique
 - Des valeurs communes
 - Un niveau de vie plus élevé
 - Le respect des droits de l'homme
- Pour la plupart **des participants, l'attachement à leur nationalité est plus fort que leur sentiment d'appartenance à l'Europe**. Cependant, les plus jeunes – qui sont plus susceptibles d'étudier et de voyager à l'étranger, et qui ont toujours connu l'UE et l'euro – sont ceux qui ont le plus de chances de se considérer comme des **Européens dans le futur**.
- Interrogés sur **l'histoire commune de l'Europe**, un grand nombre de participants parlent de son histoire, en citant d'abord la Grèce antique, qui a vu naître la démocratie, puis l'Empire romain, et pour finir les guerres mondiales. Néanmoins, **depuis quelque temps l'Europe évoque plus** les turbulences économiques que la paix.
- Dans le **chapitre suivant**, les participants, envisagent un continent sur lequel les nations s'efforcent d'instaurer une communauté pacifique et de favoriser la coopération économique sans avoir à renoncer à une trop grande part de leur identité, de leur diversité ou de leurs intérêts nationaux.
- Pour les participants, en particulier en Pologne et au Portugal, ce sont **les pays européens les plus puissants sur le plan économique qui écrivent** l'histoire de l'Europe. Un grand nombre de participants dans ces pays estiment également que, compte tenu de ce déséquilibre économique, l'avenir de l'UE pourrait ne pas être déterminé par tous les Etats membres.

Unité et intégration

- Les participants considèrent les points suivants comme des **aspects positifs de l'appartenance à l'UE** :
 - Une stabilité économique accrue, la croissance et des retombées favorables
 - Le marché libre
 - La liberté de circulation
 - Une monnaie commune
 - Le fait de bénéficier de la protection de l'UE
 - Le fait de pouvoir être compétitif dans une économie mondialisée
 - Une intégration plus poussée et davantage d'échanges culturels, comme le programme Erasmus
 - Les financements européens

- Pour les participants, les **aspects négatifs de l'appartenance à l'UE** sont notamment :
 - Des réglementations trop nombreuses, les participants jugeant l'UE inefficace et dénonçant son ingérence dans des sujets qui devraient être réglementés au niveau national.
 - L'incapacité à limiter les importations des pays de l'UE qui produisent des biens de qualité médiocre, ce qui entraîne une augmentation du volume de produits de mauvaise qualité qui entrent dans le pays.
 - La crainte, en particulier parmi les eurosceptiques, que l'ouverture des frontières ne se traduise par un afflux de citoyens venant d'autres pays de l'UE pour prendre les emplois, ou tirer profit de prestations sociales élevées sans jamais avoir l'intention d'apporter leur contribution à la société.
- La plupart des participants pensent que **les avantages de l'UE l'emportent sur les aspects négatifs.**
- Si de nombreux participants identifient **plusieurs domaines dans lesquels il serait judicieux de renforcer la coopération**, les eurosceptiques, quant à eux, ne souhaitent généralement pas une coopération accrue entre les Etats membres. Les domaines les plus fréquemment mentionnés sont :
 - Le traitement de la question des réfugiés et des immigrants internationaux
 - La coopération économique
 - Le renforcement de la surveillance bancaire et financière commune dans l'UE
 - Un marché du travail commun assorti de mécanismes de médiation européenne
- Le concept d'**armée européenne** suscite des réactions mitigées.
- Aucun des participants dans les différents pays ne se montre enthousiaste à l'idée d'une **fiscalité européenne.**
- Globalement, les participants **ne souhaitent pas que l'UE poursuive l'élargissement à l'avenir.** Si les participants reconnaissent qu'une Europe plus grande peut permettre de renforcer la sécurité, pour la plupart d'entre eux la poursuite de l'élargissement n'est pas souhaitable et rendra encore plus difficile **la définition d'une identité européenne.**

Responsabilité et solidarité

- En ce qui concerne la crise économique et financière et **la question de savoir si le fait d'être membre de l'UE a aidé ou non les pays à y faire face, les opinions sont partagées.**
- Le concept de **solidarité suscite également des réactions variées**, en particulier en ce qui concerne l'aide financière et la question de savoir si l'UE doit aider les Etats membres qui sont confrontés à des difficultés financières.
- Les participants au Portugal, en Pologne et en Italie estiment que les pays faisant face à ce type de difficultés doivent être aidés **par principe**, dans la mesure où la solidarité entre Etats membres est l'une des valeurs essentielles de l'UE.
- Au Danemark, certains participants favorables à l'UE et neutres sont de cet avis, mais la plupart des participants au Danemark et en Finlande considèrent que **leur pays ne doit pas être responsable des autres** et ne doit donc pas être contraint de les aider.

- Si des opinions analogues sont exprimées en Allemagne, certains participants sont toutefois favorables à la fourniture d'une aide financière. Néanmoins, tous estiment qu'une telle **aide doit être assortie de conditions**.

L'UE et la démocratie

- La plupart des participants ont voté aux élections européennes. Dans la majorité des pays, ils ont choisi de le faire car, pour eux, **dans une démocratie, chacun doit participer aux élections**.
- **La plupart des participants estiment ne pas être suffisamment informés au sujet des élections**, du Parlement européen ou des différents partis politiques. Globalement, les participants estiment donc qu'il aurait été judicieux de mettre davantage d'informations à la disposition des citoyens.
- Les participants se sentant suffisamment informés sur les élections ont trouvé par eux-mêmes des informations sur **Internet**.
- Si la plupart des participants n'ont entendu parler ni des « **dialogues citoyens** » ni de l'« **initiative citoyenne européenne** », ces deux initiatives ont en général leur faveur.
- Les autres **moyens pour l'UE de dialoguer avec les citoyens proposés** par les participants sont notamment :
 - La création d'une plateforme sur laquelle les citoyens pourraient donner leur opinion sur différents sujets
 - L'organisation d'initiatives telles que des référendums
 - La participation à des enquêtes/votes en ligne

Le rôle des médias

- **Les citoyens obtiennent des informations sur l'UE auprès d'une grande variété de sources**, les plus courantes étant les médias, Internet et les discussions avec des amis.
- Dans la plupart des pays, les participants font part de leurs doutes quant à l'indépendance et l'objectivité des médias dans leur traitement de l'UE, et dans la plupart des groupes le sentiment général est que **les médias ont tendance à dresser un tableau négatif de l'UE**.
- S'agissant de la question de savoir s'il existe une différence entre la manière dont **les diffuseurs de service public** et les diffuseurs commerciaux dépeignent l'Europe, les participants sont partagés.
- Les participants appellent de leurs vœux :
 - Davantage d'articles sur l'UE traitant de questions qui ont un impact sur leur vie quotidienne, comme l'éducation et le chômage
 - Des informations sur la manière dont l'UE est construite et sur ce qu'elle a réalisé
 - Des informations sur la manière dont les citoyens peuvent participer à l'UE
 - Davantage d'articles qui rendent compte de l'action de l'UE.
- Les informations doivent être **accessibles et faciles à comprendre**

Résultats nationaux

Italie

- Pour de nombreux participants en Italie, **l'idée de l'UE est de mener une réflexion qui dépasse les frontières nationales, de parvenir à la sécurité financière à travers l'unité et de protéger les valeurs humaines.** Les eurosceptiques, quant à eux, ont plus tendance à considérer l'UE comme un assemblage morcelé de cultures, d'économies et de langues disparate. De façon générale, les participants estiment que l'identité européenne est encore en construction et que, si le sentiment d'appartenance à l'Europe n'est pas encore généralisé, il sera automatique chez les générations futures. L'Italie est le seul pays où les participants sont en règle générale favorables à **une armée européenne**, principalement pour réduire les dépenses nationales de défense, même si une vision plus coopérative de la sécurité est bien accueillie dans tous les pays.
- Les possibilités offertes par la libre circulation et le libre-échange sont opposées aux aspects plus négatifs d'une politique monétaire que les participants jugent rigide, qui n'est pas favorable à l'Italie et qui a eu un impact direct sur la qualité de vie dans le pays. De manière générale, les participants en Italie souhaitent **une Europe plus souple à l'avenir**, particulièrement dans le domaine de la politique monétaire. Cependant, aucun des participants ne veut quitter la zone euro – les participants neutres et pro-européens estimant que demeurer dans l'Europe sera un atout à l'avenir, les eurosceptiques considérant quant à eux qu'il est désormais impossible d'en sortir.
- **L'environnement économique** dans l'UE est considéré comme un défi majeur pour l'avenir de l'Europe. Si l'UE a été conçue à l'origine comme un moyen de renforcer les liens économiques, les participants ont le sentiment que les écarts se creusent dans ce domaine entre les différents Etats membres et que ces **inégalités empêchent l'UE de réaliser son potentiel** en tant qu'authentique union d'Etats égaux entre eux.

Allemagne

- C'est en **Allemagne que le sentiment d'appartenance à l'Europe a la connotation la plus positive** et, si les participants considèrent que la diversité est un obstacle potentiel entre les pays, ils estiment également que c'est une source d'enrichissement. L'Europe est associée à **un niveau et à une qualité de vie élevés, à une sécurité accrue et à des valeurs telles que celles de la démocratie, de la paix et de la protection sociale.**
- **L'histoire de l'Europe est considérée comme celle d'une réussite**, et les participants se disent très **fiers** de l'histoire européenne – une histoire marquée par les découvertes scientifiques et par un développement permanent. Les jeunes participants en Allemagne sont les plus favorables à une intégration accrue, mais d'une manière générale les participants soutiennent une collaboration plus étroite en matière de supervision bancaire et sur les questions socioéconomiques. Une vision cohérente de la gestion de la question des réfugiés est également souhaitée.

- Cependant, du fait de la crise économique et financière, les participants perçoivent avec plus de force les différences entre les pays de l'UE. Dans le cas spécifique de l'Allemagne, on enregistre une **certaine frustration liée au sentiment que le pays finance les Etats membres qui traversent des difficultés financières**. De même qu'au Danemark et en Finlande, les participants en Allemagne considèrent que la solidarité consiste à « aider les gens à se prendre en main » plutôt qu'à leur apporter une aide purement financière. Si les participants en Allemagne se sentent étroitement liés à l'UE, ils **appellent néanmoins de leurs vœux davantage de transparence et d'informations** afin de renforcer le caractère démocratique de l'Union.

Danemark

- Les participants au Danemark ont tendance à associer l'appartenance européenne à des valeurs telles que la **liberté et la démocratie**, tandis que l'UE évoque pour eux plus souvent la bureaucratie et un manque de transparence. **Peu de participants au Danemark disent se sentir européens** ou pensent que cela a des chances de changer dans le futur.
- La plupart des participants ont voté aux élections européennes, **mais ils sont nombreux à se dire mécontents de la démocratie dans l'UE**, estimant que le Parlement européen n'a pas suffisamment de pouvoir par rapport à la Commission. Dans le même temps, de nombreux participants ont le sentiment que le débat auquel ces élections européennes ont donné lieu au Danemark s'inscrivait dans une approche plus constructive et moins conflictuelle que lors de précédentes élections, ce qui permet de penser que la relation entre le pays et l'UE pourrait gagner en maturité à l'avenir.
- La plupart des participants estiment que l'adhésion du Danemark à l'UE a favorisé la stabilité économique dans le pays, mais la solidarité économique est considérée comme un problème et ce constat révèle que les **participants danois font une distinction très nette entre le nord et le sud de l'Europe**. Pour les participants au Danemark, l'aide financière aux Etats en difficulté doit être subordonnée à un comportement responsable, et **une telle aide ne constitue pas une solution aux problèmes structurels ou aux comportements financiers irréfléchis** dans ces Etats membres.

Portugal

- Les participants au Portugal associent l'appartenance européenne à des valeurs communes et aux retombées positives concrètes de la libre circulation et de la possibilité de travailler et de voyager dans d'autres Etats membres. Cependant, au Portugal plus qu'ailleurs, les participants considèrent que le **principal obstacle au sentiment d'appartenance européenne est la disparité considérable entre les Etats membres**, écart qui s'est encore accentué avec la crise économique et financière.
- Pour la quasi-totalité des participants, **le Portugal gagne à faire partie de l'UE**. Cette opinion favorable tient à la mobilité et à l'accès aux financements, qui se sont traduits par des améliorations considérables en matière d'infrastructures de transport, d'énergie et d'assainissement. Cependant, les **inégalités perçues entre les Etats membres** en termes de puissance économique comme d'influence au sein de l'UE en constituent le principal défaut d'après les participants au Portugal. Les participants ont un sens élevé de la solidarité, qu'ils considèrent comme l'un des principes fondamentaux de l'UE, et ils pensent que les **Etats membres qui rencontrent des difficultés financières** doivent être aidés sans condition. Dans le même temps, les participants estiment que l'aide financière doit être évaluée avec soin pour être adaptée aux besoins spécifiques d'un pays et à sa capacité à rembourser la dette.

- Compte tenu des résultats des élections au Parlement européen, certains participants craignent que ce dernier ait **plus de difficultés à prendre des décisions** dans le cadre de sa collaboration avec les Etats membres. Ils attribuent cette évolution au nombre accru de parlementaires européens membres de partis s'affichant comme eurosceptiques.

Finlande

- **Le sentiment d'identité nationale est fort** chez les participants en Finlande, qui doutent qu'il existe un jour une identité européenne commune. Cependant, l'UE et l'appartenance européenne, que de nombreux participants envisagent en termes d'unification et de coopération, suscitent quelques sentiments positifs. Les participants estiment que la liberté de circulation et d'échange, ainsi que la monnaie commune, améliorent et facilitent la vie.
- **L'aide financière apportée aux pays les plus affectés par la crise financière et économique est largement critiquée.** Les participants la jugent contre-productive, estimant qu'elle aggrave le problème en ne traitant pas les causes profondes. Les participants sont enclins à penser que d'autres formes d'aide – conseils ou investissements – seraient préférables. Les avis sont partagés concernant les répercussions de la crise sur l'avenir de l'UE et sur la question de savoir si, à long terme, elle aura un effet sur l'histoire générale de l'Europe.
- Si le sentiment général est que la coopération entre les Etats membres sur la plupart des sujets est suffisante, les participants pensent que la **défense et la sécurité profiteraient d'une coopération plus grande** (mais aucun participant n'est favorable à une armée commune pour l'UE). Certaines opinions favorables à une plus grande coopération au niveau de l'UE dans les domaines de la régulation financière et de la fiscalité sont également exprimées.

Pologne

- Si les participants en Pologne associent le sentiment d'appartenance européenne à des valeurs communes (essentiellement chrétiennes) et à d'autres concepts tels que la liberté, la justice, la démocratie et la tolérance, ils ont plus tendance à citer des aspects pragmatiques tels que la liberté de circulation et l'accès au marché du travail et à l'éducation dans d'autres Etats membres. Les participants en Pologne accordent également plus d'importance à l'élément géographique, à savoir le fait de faire partie du continent européen, que les participants dans d'autres pays. Ils sont particulièrement positifs au sujet de la **crédibilité internationale que confère à leur pays l'appartenance à l'UE** et sont d'une manière générale favorables à la poursuite de l'élargissement, même s'ils émettent quelques réserves quant aux conséquences financières que cela peut avoir et à l'augmentation des migrations qui risque de s'ensuivre.
- **Pour les jeunes participants en Pologne, être européen est un état d'esprit**, une attitude qui dépasse les frontières nationales et qui se traduit par le sentiment d'appartenir à la même communauté que les autres citoyens européens. La solidarité, et le fait d'aider les Etats membres qui sont confrontés à des difficultés, est également considérée comme l'une des pierres angulaires de l'appartenance à l'UE. Cependant, les participants en Pologne ont le sentiment que leur pays ne participe pas sur un pied d'égalité à la prise de décisions dans l'UE, et estiment que ce sont **les plus grandes économies qui écrivent l'histoire de l'Europe** – Allemagne, France et Royaume-Uni.

- Les participants expriment des **sentiments ambivalents à l'égard des financements européens**, un constat qui reflète le sentiment général selon lequel la Pologne est en train de passer du statut de bénéficiaire à celui de contributeur. Si l'intérêt des financements est clairement perçu par les participants – beaucoup étant conscients des avantages qu'ils offrent aux agriculteurs, aux entrepreneurs et au pays dans son ensemble – le manque de transparence dans leur attribution suscite des controverses.

2. LA PROMESSE DE L'UNION EUROPEENNE

Ce chapitre aborde la question de l'identité européenne, la manière dont l'histoire de l'Europe est perçue, et ce qui a changé à cet égard depuis la crise financière et économique.

2.1 Etre européen

Pour la plupart des participants, être européen est bien plus qu'une question de géographie, et englobe les notions de paix, de tolérance, de valeurs, de diversité, de liberté, d'histoire et de coopération.

Pour les participants favorables à l'UE ou ayant une opinion neutre, le fait d'être européen est bien plus qu'une question de géographie. En Italie, par exemple, l'Europe est envisagée comme un ensemble de pays travaillant à **un programme commun**, dans le but de mettre en place un Etat supranational grâce à une monnaie unique et des politiques monétaires et sociales communes. Pour eux, l'Europe favorise non seulement le développement économique, mais également le respect et la protection des **droits de l'homme** inaliénables.

« C'est comme faire partie d'une fédération d'Etats ayant des règles communes et qui partagent des choses. »

(Italie, moins de 35 ans, neutre)

« Le fait d'être européen est une conséquence de l'histoire. Nous avons une histoire commune et avons développé des valeurs et des principes qui méritent d'être protégés. »

(Italie, 35 ans et plus, pro-UE)

D'autres estiment que l'Europe est caractérisée par la **paix**.

« La paix. Pas de guerre, rien. On peut être content de cela. »

(Allemagne, moins de 35 ans, eurosceptique)

Les participants favorables à l'UE ou ayant une opinion neutre en Italie, au Danemark, en Finlande et en Pologne associent le fait d'être européen à la possibilité de bénéficier de la **liberté de circulation** et de la suppression des frontières internes de l'UE.

« Ne pas avoir de frontières, dans la tête et pour le travail, la levée des contrôles aux frontières, la libre circulation. »

(Italie, moins de 35 ans, pro-UE)

« Pour nous, ceux qui sont nés après 1955, le fait d'être européen est très important et a vraiment du sens. Je me souviens de l'époque où l'on ne pouvait voyager nulle part. »

(Pologne, 35 ans et plus, neutre)

Les participants en Italie estiment que la monnaie unique et l'ouverture des frontières a contribué à **rendre l'Europe plus « présente » et plus « évidente »** aux yeux des Européens, et à renforcer le processus d'intégration.

« Aujourd'hui, l'Europe est dans toutes les conversations. C'est un sujet qui fait partie de notre vie. »

(Italie, moins de 35 ans, pro-UE)

La **monnaie unique** est également considérée comme un élément important de l'appartenance à l'Europe dans la plupart des pays couverts par cette étude.

Au Danemark, en Finlande, en Allemagne, en Pologne et au Portugal, les participants associent le fait d'être européen à **des valeurs partagées, des normes élevées, à la civilisation et la sophistication**. Au Danemark, en Finlande et en Allemagne, cette notion est également associée à la **richesse** et à une bonne qualité de vie.

« Pour moi, [être européen] ce sont les valeurs occidentales, la civilisation, la richesse, le respect de la liberté et des droits des individus. »

(Finlande, moins de 35 ans, eurosceptique)

« La situation privilégiée dont nous bénéficions dans le monde. On vit en sécurité, sans guerre, notre niveau de vie est élevé. »

(Allemagne, 35 ans et plus, pro-UE)

En Pologne, les valeurs partagées sont liées à la **religion**, et au christianisme en particulier. Au Danemark également, les participants considèrent que le christianisme est un des aspects de l'identité européenne.

La diversité est également considérée comme un aspect essentiel de l'identité européenne. Ce qui unit les Européens, ce sont précisément les différences, de langues, de cultures, de mentalités, etc.

« En Europe, il y a tellement de cultures et d'attitudes différentes. Un Danois est différent d'un Italien – la mentalité du Sud est tout autre – et il faut que cela reste ainsi. »

(Allemagne, 35 ans et plus, eurosceptique)

En Italie, au Danemark, en Finlande et en Pologne, l'identité européenne repose sur une **histoire commune**.

« Tous les pays européens ont connu le Moyen-âge et la Renaissance. Nous avons tous une histoire commune. »
(Pologne, 35 ans et plus, eurosceptique)

L'identité européenne reste secondaire par rapport à l'identité nationale, mais est considérée par beaucoup comme un élément qui caractérisera les générations futures.

Les participants dans tous les pays considèrent que la notion d'identité européenne (en opposition à une identité nationale) n'en est encore qu'à ses balbutiements. Cette perception est particulièrement présente chez ceux ayant une opinion neutre ou positive à l'égard de l'UE en Italie et au Portugal, où les discussions ont souvent abouti à la conclusion que **le sentiment d'appartenance à l'Europe pourra se concrétiser à l'avenir**, même si nous ne nous sentons pas entièrement européens aujourd'hui. Cependant, les participants en Pologne ont le sentiment que ce sentiment d'appartenance ne prendra jamais le pas sur l'identité nationale.

« Je pense que cela n'existe pas encore. L'Europe se construit par petites étapes. Cela prendra du temps, des siècles peut-être. »
(Italie, moins de 35 ans, pro-UE)

« Peut-être n'y arriverons nous pas, mais que nos enfants, eux, y arriveront. Pour eux, ce sera naturel parce qu'ils sont nés et ont toujours vécu avec l'Euro. »
(Italie, 35 ans et plus, neutre)

Aux yeux des participants les plus jeunes en Italie, en Pologne et au Portugal, la notion d'identité européenne **semble plus tangible** que pour les générations précédentes.

« Ce sera différent pour les nouvelles générations, plus facile. Il sera normal d'étudier à l'étranger et de voyager à travers l'Europe sans difficultés. »
(Italie, moins de 35 ans, pro-UE)

« Je me sens déjà européen. Je me sens d'abord portugais, puis européen et enfin citoyen du monde. Parce que l'on peut circuler de plus en plus librement et grâce à Internet. On est en permanence en train de communiquer avec d'autres régions du monde. »
(Portugal, moins de 35 ans, pro-UE)

Au Danemark, les participants ayant une opinion neutre ou favorable de l'Europe considèrent **l'UE comme un « club »** dont leur pays fait partie et qui est devenu de plus en plus exclusif et critique. Ce sentiment s'est accru au cours de la crise économique et financière : beaucoup considèrent depuis que « charité bien ordonnée commence par soi-même ». Cependant, les participants eurosceptiques au Danemark ne voient pas l'Europe comme un club exclusif mais comme un **ensemble de pays sans beaucoup de dénominateurs communs**.

Pour certains eurosceptiques italiens et polonais, le fait d'être européen leur apparaît comme quelque chose qui **leur a été imposé**. Au Danemark et en Italie, les participants ayant une opinion négative de l'UE considèrent le projet européen comme utopiste et ne pensent pas qu'il repose sur des racines communes. En Italie, ces participants ont le sentiment que l'Europe va au contraire à l'encontre de leur tradition et de leur histoire.

« C'est le choix de nos dirigeants, pas le nôtre. C'est un sentiment qu'ils veulent nous inculquer. »

(Italie, moins de 35 ans, eurosceptique)

En Italie, au Danemark, en Finlande, en Allemagne, en Pologne et au Portugal, nombre d'eurosceptiques estiment que les pays européens sont **trop différents les uns des autres pour s'unir**, ou que cette diversité affaiblit la notion d'identité européenne. En Finlande, les participants ayant une opinion neutre de l'UE partagent également ce point de vue. Cependant, **la diversité est considérée comme une bonne chose pour le développement**.

« Au début, il était enthousiasmant de se sentir européen, mais par la suite, comme cela arrive fréquemment, nous avons été livrés à nous-mêmes. »

(Italie, moins de 35 ans, eurosceptique)

« Il y a plus de choses qui nous différencient que de choses qui nous unissent. Ce n'est pas une vraie union, il y a trop de langues et de cultures différentes. Parler de l'Europe comme une entité unique n'a pas de sens, mais pourquoi cela devrait-il en avoir ? La diversité a toujours été le terreau des grands changements scientifiques et culturels de l'histoire. »

(Danemark, moins de 35 ans, eurosceptique)

« Il est difficile de parler des différences si l'on considère l'Europe comme un tout parce qu'elle recouvre une grande diversité. On peut dire la même chose de l'Asie : le Japon est très différent de la Chine, de la Mongolie, du Kazakhstan ou du Tadjikistan. Même les Etats-Unis ne sont pas homogènes. On ne peut pas parler de caractéristiques européennes, parce que les Polonais sont différents. »

(Pologne, moins de 35 ans, eurosceptique)

De plus, certains participants sont mal à l'aise avec la **répartition inégale du pouvoir** entre les Etats membres, en particulier par rapport à l'Allemagne, qui est accusée d'avoir trop de poids par rapport aux autres pays.

« Il y a trop de différences entre les Etats, et l'Allemagne semble prendre de plus en plus de pouvoir. »

(Italie, 35 ans et plus, neutre)

L'identité européenne n'est pas ressentie par les participants dans leur vie quotidienne mais celle-ci devient plus tangible lors de rencontres avec des personnes d'autres continents, ou lors de voyages.

Pour les participants dans les six pays couverts par cette enquête, être et se sentir européen sont des sentiments qui se concrétisent **lors de voyages ou de rencontres avec des personnes provenant de pays en dehors de l'Europe.**

« Si je rencontre un Espagnol, je lui dis que je suis italien, mais si je parle avec un Américain, je vais lui dire que je suis européen. »

(Italie, moins de 35 ans, eurosceptique)

Pour de nombreux participants, la monnaie unique et l'ouverture des frontières internes de l'UE sont les deux aspects qui permettent de décrire le fait d'être européen à une personne non européenne. De plus, pour les participants en Italie, au Danemark, en Finlande, en Allemagne et en Pologne, ce qui caractérise le fait d'être européen et distingue l'Europe d'autres parties du monde est la question des **droits de l'homme** (par ex. l'abolition de la peine de mort). Ce sont ces valeurs, qui sont au cœur même des principes et des valeurs de l'UE, qui créent une image positive **de l'appartenance à l'UE**, par rapport à d'autres pays, comme les Etats-Unis et les pays asiatiques.

Au Danemark, en Finlande et en Allemagne, les participants estiment que le fait d'être européen est très fortement lié au principe de **démocratie**, en particulier par comparaison aux pays hors d'Europe. La comparaison met également en relief l'accès à **la protection sociale et à l'assurance maladie** dont bénéficient les Européens.

Cependant, presque tous les participants placent **leur nationalité avant** leur appartenance à l'Europe.

« Mon identité est plus finlandaise qu'européenne, même si nous sommes dans l'Europe. Les différences culturelles sont marquées, même si nous sommes proches. »

(Finlande, 35 ans et plus, pro-UE)

« Polonais avant tout, puis européen. »

(Pologne, 35 ans et plus, neutre)

La question du sentiment d'identité européenne est rendue encore plus complexe par la conception d'une **Europe divisée, fragmentée** mentionnée par les participants, qui insistent sur les divisions entre les Etats membres et les régions européennes.

Au Danemark et en Finlande, les participants se sentent plus proches des valeurs qu'incarne l'Europe du Nord. Les participants de ces pays évoquent **différents niveaux d'identification à l'Europe**. Les eurosceptiques danois et finnois se sentent d'abord scandinaves/nordiques avant d'être européens. L'identité européenne est présente, mais elle se manifeste lors de rencontres avec des personnes non européennes.

« Vous dites que vous êtes danois, et seulement si on vous demande où est ce pays, vous répondez en Scandinavie, puis en Europe. »

(Danemark, moins de 35 ans, eurosceptique)

2.2 L'Europe et l'UE

L'UE est considérée en termes plus politiques que l'Europe, comporte certaines associations négatives (par ex. la bureaucratie), tandis que ses institutions et leur fonctionnement sont mal connus.

L'« Europe » n'est pas définie uniquement comme une entité géographique par les participants mais également en termes de culture, de diversité, de liberté, de démocratie et de valeurs.

« Tous les pays d'Europe ne sont pas dans l'UE, mais tous les pays de l'UE sont en Europe. »

(Allemagne, moins de 35 ans, pro-UE)

« L'Europe est très diverse, et l'UE cherche à tout harmoniser. L'Europe compte de nombreuses cultures différentes, mais l'UE cherche à les uniformiser davantage. »

(Danemark, moins de 35 ans, pro-UE)

L'« UE », à l'inverse, est souvent associée au **droit et à la bureaucratie** par les participants des six pays couverts par cette enquête, même si les représentations de ce que recouvre l'UE sont très variées. Au Danemark, en Allemagne et en Pologne, et pour les participants ayant une opinion neutre ou favorable de l'UE en Italie, l'UE est considérée comme une union politique en premier lieu. En Italie, en Finlande, en Allemagne et en Pologne, l'UE est généralement associée aux questions **économiques et de régulation économique**.

« L'Europe est un groupe d'Etats, tandis que l'UE se fonde sur la coopération, l'union monétaire et le libre-échange. »

(Italie, moins de 35 ans, eurosceptique)

« L'Europe est sur la carte, tandis que l'UE concerne l'économie. Et, en tant qu'humains, nous apparaîssons sur cette carte. »

(Allemagne, 35 ans et plus, eurosceptique)

« L'Europe, c'est la culture et l'UE, la gouvernance »

(Finlande, moins de 35 ans, pro-UE)

Au Danemark, au Portugal et en Pologne, les participants ont mis en exergue le fait que, si l'Europe est géographique, l'UE est fondée sur **le choix fait par les citoyens**, « nous ».

« L'Union européenne est une entité artificielle, non ? L'Europe existait déjà avant, en tant que continent. Et les pays individuels existaient aussi avant et continueront à exister. »

(Pologne, 35 ans et plus, pro-UE)

En Italie et en Allemagne, les participants décrivent souvent l'UE comme une **organisation** basée sur un objectif commun et partagé, **recherchant le consensus**.

« L'Europe en tant que tel est un continent, alors que l'UE est un groupe d'Etats unis par un projet et des fondements communs. »

(Italie, moins de 35 ans, neutre)

Au Danemark, la **connaissance et la compréhension des institutions de l'UE varie**. En Allemagne, de nombreux participants sont capables de citer le nom des institutions de l'UE mais peuvent rarement expliquer leur fonction ou les relations qu'elles entretiennent entre elles. En Finlande, en Pologne, au Portugal et en Italie, certains participants sont capables de citer les institutions, à savoir la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil européen. Cependant, ce que font ces institutions est très mal connu.

« Je pense savoir comment l'UE est construite, mais il est difficile de connaître les domaines réglementés par l'UE et ce qu'elle contrôle. »

(Danemark, moins de 35 ans, neutre)

« C'est très complexe, il y en a tellement. Une fois j'ai lu une brochure à ce sujet, cela faisait six pages. On n'y comprend rien. »

(Allemagne, moins de 35 ans, pro-UE)

« Il y a beaucoup de choses que je ne sais pas sur le fonctionnement de l'Union européenne, et j'aimerais en savoir plus. Quels sont les organes, comment ils travaillent, quelles sont les différences entre le Conseil, la Commission et le Parlement, ce que chacun fait... »

(Portugal, moins de 35 ans, pro-UE)

Plus les participants connaissent l'UE, plus ils ont tendance à s'en sentir proches.

Même si certains participants se sentent liés à l'UE par leur passeport, l'euro et certains avantages, il existe de façon générale un **lien clair entre le degré de connaissance de l'UE et le sentiment de proximité avec elle.**

« Sur mon passeport, il y a écrit Union Européenne, et nous avons une monnaie commune. »

(Finlande, 35 ans et plus, neutre)

De nombreux participants ne se sentent pas proches de l'UE parce qu'ils **ne savent rien de l'impact qu'elle a sur leur vie.** Les médias ne donnent jamais une bonne image de l'UE ni une « bonne nouvelle » en lien avec l'UE, qui n'a pas de dimension humaine.

« Elle semble loin de notre vie quotidienne. Elle n'a aucun rapport avec notre vie de tous les jours. »

(Pologne, moins de 35 ans, pro-UE)

« Je ne me sens même pas proche de la politique, ni du Portugal en tant qu'Etat. Je ne me sens pas du tout représenté par les hommes politiques qui siègent au Parlement. Donc, de façon générale, je ne me sens pas proche des instances dirigeantes de mon pays ni, a fortiori, de celles de l'UE. »

(Portugal, 35 ans et plus, neutre)

Au Danemark, en Finlande et en Allemagne, les **élections européennes** ont permis à certains participants de se sentir plus proches de l'UE, en particulier parmi les participants ayant un avis favorable ou neutre sur l'UE. La couverture médiatique de cet événement, plus importante que d'habitude sur l'UE et l'intérêt suscité par les élections et par certains candidats en particulier ont accru le sentiment d'être en lien avec l'UE.

« Les élections m'ont vraiment intéressé. Elles impliquent les gens. »

(Allemagne, 35 ans et plus, neutre)

En Pologne et au Portugal, les élections n'ont pas permis aux participants de se rapprocher de l'UE, et en Pologne, peu ont voté. La **faible participation** prend racine, en premier lieu, dans la conviction que le vote individuel n'a que peu de poids et dans le manque de connaissance des mécanismes institutionnels de l'UE. Au Portugal, les élections n'ont pas réussi à renforcer le sentiment des participants à l'égard l'UE car, d'après eux, les thèmes de campagne ont plutôt porté sur des problèmes politiques nationaux que sur des questions d'envergure européenne.

« Les élections – ce n'est pas en un jour que l'on peut changer quoi que ce soit. »

(Pologne, moins de 35 ans, neutre)

Au Danemark, il existe un désir d'UE. Tous les participants dans ce pays pensent qu'il serait bien d'entendre **davantage parler de l'UE dans les médias** au quotidien, et non uniquement à l'occasion des élections.

« La plupart des gens pensent que ce sont les politiciens à Bruxelles qui décident et que cela ne nous concerne pas. Si l'UE avait plus d'impact sur nos vies quotidiennes, on s'en sentirait plus proche. »

(Danemark, 35 ans et plus, neutre)

Dans d'autres pays, le désir de se rapprocher de l'UE a également été exprimé. La majorité des participants estiment qu'ils se sentiraient plus proches de l'UE s'ils recevaient plus d'informations sur les activités et **le programme de travail de l'UE**. En Allemagne, il a été mentionné que les écoles n'instruisaient pas suffisamment sur l'UE. **L'enseignement scolaire** pourrait améliorer la connaissance de l'UE, et permettrait de s'en sentir plus proche.

« Peut-être si nous étions mieux informés sur les thèmes de leurs discussions, et sur les décisions qu'ils prennent pour nous. »

(Pologne, moins de 35 ans, eurosceptique)

« J'ai suivi pendant deux ans des cours de politique à l'école. Mais ils portaient surtout sur l'Allemagne, rien sur l'Europe. »

(Allemagne, moins de 35 ans, neutre)

2.3 L'histoire de l'Europe

Pour de nombreux participants, l'histoire de l'Europe remonte à l'Antiquité grecque et aux fondements de la démocratie. L'histoire moderne est marquée par les deux guerres mondiales et le désir de paix.

Dans leur description de l'histoire de l'Europe, les participants confondent souvent les concepts d'Europe et d'UE. Dans une majorité de pays, les participants continuent de définir l'Europe en **termes géographiques uniquement**, en particulier les eurosceptiques. D'autres la décrivent plutôt en termes culturels.

Pour les participants en Italie, au Danemark, en Finlande et en Allemagne, l'histoire de l'Europe démarre avec la Grèce antique et la naissance de la **démocratie**, et continue avec l'Empire romain. Cependant, entre la chute de l'Empire romain et la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, l'histoire européenne apparaît constituée de **conflits** et de guerres qui, pour des raisons religieuses ou expansionnistes, ont exacerbé les différences entre les Européens, plutôt que de les réunir.

« La Grèce est le berceau de la civilisation. C'est là que ça a commencé, même si je dirais que l'Empire romain est également un des fondements de l'Europe. »

(Italie, 35 ans et plus, neutre)

« Le système législatif des Romains a encore une influence sur nous aujourd'hui. »

(Allemagne, moins de 35 ans, neutre)

La période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale est considérée comme un **moment décisif** de l'histoire de l'Europe. Sur les ruines d'un monde détruit, la volonté d'unité et de coopération, établies tout d'abord à des fins économiques, a enclenché un processus d'unification qui s'est concrétisé et est devenu tangible pour les citoyens grâce à la monnaie unique.

« L'Europe est née de terribles guerres, puis cinq ou six pays se sont alliés. Cela a donné naissance à un processus de transformation, qui a mis l'Europe sur la voie de l'unification. »

(Italie, 35 ans et plus, pro-UE)

« Au début de l'après-guerre, il y avait un besoin absolu de retrouver la notion de dignité humaine. Il s'agissait de repartir de zéro avec ce principe bien ancré en chacun. »

(Italie, moins de 35 ans, eurosceptique)

Les participants ont le sentiment que la crise économique et financière a porté atteinte à ce « récit » commun et a creusé les divisions entre les Etats membres, même si la paix, la culture et la diversité restent des aspects essentiels de cette histoire.

Plus récemment, l'histoire de l'Europe a été marquée par la crise économique et financière qui, pour beaucoup de participants, représente l'une des plus sombres pages de notre histoire récente. Selon certains participants en Allemagne, la crise a eu pour conséquence de raviver la perception de l'existence d'une **séparation** entre les différentes régions d'Europe.

« Cela fait peur, on voit comme tout cela est fragile. Là encore, c'est les riches contre les pauvres. Et on voit bien comment un pays faible peut entraîner les autres vers le bas. »

(Allemagne, moins de 35 ans, neutre)

« Je pense que la crise économique a affaibli l'unité de l'Europe, parce que chaque pays veut améliorer sa propre situation, et s'occuper de ses citoyens. Il en a toujours été ainsi. »

(Pologne, moins de 35 ans, neutre)

La période actuelle de l'histoire européenne est caractérisée par un espace économique commun et par des nations qui cherchent à promouvoir une **communauté pacifique, sans devoir trop sacrifier de leur identité** ou de leurs intérêts nationaux. Notre époque est marquée par la culture et la diversité. L'idée de diversité est ancrée dans les notions d'unité et de paix, et la libre circulation entre les Etats en est une expérience concrète.

« On peut vivre en paix au sein d'une communauté s'apparentant à un Etat, et où les intérêts nationaux sont préservés. »

(Allemagne, moins de 35 ans, neutre)

« On peut voyager dans tous les pays, et on reste dans l'UE. En Espagne ou en Autriche, c'est toujours l'UE. »

(Allemagne, moins de 35 ans, pro-UE)

Les Eurosceptiques au Danemark, à l'inverse, rejettent l'idée que l'Europe soit une entité unifiée et l'envisagent plutôt comme **un ensemble de pays très différents ayant chacun son histoire**. Ils n'estiment donc pas qu'il existe une histoire commune de l'Europe.

L'histoire de l'Europe est liée à l'histoire du pouvoir et de l'autorité, et, selon certains participants, est « écrite » par les pays les plus puissants économiquement.

Les participants au Danemark et en Finlande pensent que l'histoire de l'Europe a été marquée à ses débuts par les personnes détentrices du pouvoir, comme le roi et l'Eglise. Aujourd'hui, pour les participants dans la plupart des pays, l'histoire de l'Europe est « écrite » par **les grandes entreprises et les chefs d'Etat**, ainsi que par les hommes politiques et l'UE. Les participants estiment que les citoyens européens ont peu de pouvoir sur l'évolution historique de l'Europe.

« L'Europe a été dominée par quelques pays, par des vieilles monarchies puissantes. L'unification de l'Europe a pour but de la renforcer. »

(Finlande, 35 ans et plus, eurosceptique)

« Les citoyens ont un rôle dans l'histoire, mais n'en sont pas les personnages principaux, en particulier pour les décisions importantes. Bien sûr, à la base, ce sont les gens qui décident. »

(Finlande, moins de 35 ans, neutre)

Les participants en Pologne et au Portugal considèrent que l'histoire de l'Europe est dominée par **les pays européens les puissants économiquement** : l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. L'opinion selon laquelle l'histoire de l'Europe devrait être écrite par ses citoyens est plus prégnante parmi les participants de ces pays. Cependant, les participants en Pologne ont particulièrement le sentiment de ne pas avoir d'influence sur l'évolution historique de l'Europe. Ils estiment que la Pologne est un pays économiquement faible, ce qui ne leur permet pas de faire entendre leur voix sur l'avenir de l'Europe.

« Il existe toujours une distinction nette entre les anciens membres de l'UE – les pays fondateurs – et ceux qui ont adhéré plus récemment, comme la Pologne. L'Allemagne domine clairement – c'est le pays qui dispose du plus grand nombre de sièges au Parlement. Même dans la situation actuelle – le conflit en Ukraine – on voit tout de suite qui tient les rênes. Notre voix ne compte pas. »

(Pologne, 35 ans et plus, pro-UE)

« L'histoire de l'Europe est aussi l'histoire de notre pays, et si notre pays est dans l'état dans lequel il se trouve aujourd'hui, c'est parce que nous en faisons partie et que nous y jouons un rôle au jour le jour. Mais certains ont plus de poids que d'autres. »

(Portugal, 35 ans et plus, pro-UE)

2.4 Le rôle de l'UE dans le monde

Les participants ont le sentiment d'être plus en sécurité au sein de l'Europe et que leur pays a plus de poids sur la scène mondiale en tant que membre de l'UE.

La proximité avec l'**Ukraine** affecte le sentiment de sécurité et de protection qu'offre l'UE chez certains participants. Au Danemark et au Portugal, par exemple, les événements en Ukraine apparaissent comme lointains et sans rapport avec la vie quotidienne, alors que ces événements sont très présents à l'esprit des participants en Pologne.

La plupart des participants au Danemark pensent que la localisation géographique de leur pays favorise le sentiment de sécurité, parce que la région dans laquelle il se trouve est particulièrement stable politiquement. Cependant, ils sont divisés sur le fait de savoir si leur appartenance à l'UE renforce leur sentiment de sécurité. Les participants ayant une opinion positive ou neutre de l'UE estiment que la longue période pacifique qu'a connue l'Europe est un gage de **l'engagement de l'UE en faveur de la paix**.

« Le niveau de sécurité est élevé en Europe. En dehors, on est toujours un peu sur nos gardes, en particulier lorsqu'on est loin. En Europe, on connaît les pays et on s'y sent en sécurité. »

(Danemark, 35 ans et plus, pro-UE)

Les participants ayant une opinion négative de l'UE ont une attitude plus ambivalente à cet égard. D'un côté, ils indiquent ne pas se sentir plus en sécurité au Danemark du fait de l'adhésion à l'UE. De plus, ils insistent sur le fait que les **criminels peuvent plus facilement traverser les frontières** au sein de l'UE. Ce qui peut affecter le sentiment de sécurité des Danois.

« L'UE est peut-être trop ouverte. Cela facilite la vie des criminels, ils peuvent plus facilement emporter leur butin. »

(Danemark, 35 ans et plus, eurosceptique)

Les participants en Allemagne se sentent plus en sécurité au sein de l'Europe. Ils comptent sur le fait que **les autres Etats membres les aideraient** en cas d'agression, et que leur appartenance à l'UE est dissuasive pour les agresseurs éventuels, tant sur le plan militaire que sur le plan économique.

« On n'est pas seul. Dans une union, les autres sont derrière vous, ils font corps. »

(Allemagne, 35 ans et plus, pro-UE)

Les participants en Finlande semblent plus incertains à ce sujet. Certains estiment que l'appartenance à l'UE les rassure, tandis que d'autres pensent que cela **ne change rien**.

« C'est plus sûr de faire partie d'un grand groupe. »
(Finlande, moins de 35 ans, neutre)

Les eurosceptiques finnois indiquent que le fait d'être dans l'UE les inquiète. Ils pensent que la situation de la Finlande est différente de celle des autres pays d'Europe occidentale, du fait de sa **frontière avec la Russie**.

« C'est le problème de la Finlande. La Russie est un partenaire commercial important, mais la Finlande est obligée d'appliquer les sanctions. On ne sait pas quoi faire, la Finlande n'a pas fait de choix clair. »
(Finlande, 35 ans et plus, eurosceptique)

Les participants en Italie semblent ne pas bien comprendre les relations qu'entretient l'Ukraine avec l'Europe, et la situation actuelle n'affecte pas leur sentiment de sécurité au sein de l'UE. **L'absence d'armée européenne** permettant de réagir à ces événements influence davantage les participants, puisque les eurosceptiques en Italie considèrent cet état de fait comme emblématique de l'UE – entité abstraite sans capacité d'action réelle sur la vie quotidienne de la population.

« L'Europe n'est pas un Etat, puisqu'elle n'a pas de force militaire. Elle n'existe que sur le papier. »
(Italie, moins de 35 ans, eurosceptique)

Les participants en Italie et en Pologne se disent préoccupés par **l'absence de réponse coercitive et coordonnée** de la part de l'UE face à la situation ukrainienne. En Italie, cette situation ne fait rien pour renforcer le sentiment de sécurité ni d'appartenance à l'UE.

« Je me sens moins en sécurité à cause de cette course à l'armement. C'est comme si chaque Etat pouvait décider d'avoir recours aux armes sans que les autres ne fassent rien. »
(Italie, moins de 35 ans, eurosceptique)

L'appartenance à l'UE rassure les citoyens pro-européens en Pologne, tandis que les eurosceptiques y considèrent **l'UE comme une union économique plutôt que militaire**, et soulignent que c'est l'OTAN qui assure la défense militaire et la sécurité de ses membres, et non l'UE.

« Cela renforce sans aucun doute la sécurité. Nous appartenons à quelque chose et nous sommes protégés. »
(Pologne, 35 ans et plus, pro-UE)

La plupart des participants estiment que l'UE élargie constitue un avantage pour leur pays, et que « l'union fait la force », parce qu'elle favorise l'accroissement de richesses et la stabilité économique. Les participants en Allemagne et en Pologne conviennent que **leur position sur la scène internationale a été renforcée par leur adhésion à l'UE.**

« Ils ont commencé à prendre en compte notre avis. Si nous étions seuls, qui nous écouterait ? Personne ne nous écoutait [avant]. »

(Pologne, moins de 35 ans, neutre)

Les participants ayant une opinion positive ou neutre de l'UE au Danemark considèrent que leur pays a **une influence accrue dans le monde en tant que membre de l'UE**, et bénéficie d'un meilleur niveau de richesse et de sécurité grâce au marché intérieur européen.

« L'UE dans son ensemble a plus de pouvoir que le Danemark seul, c'est donc avantageux. Le Danemark est plus puissant économiquement au sein de l'UE que si nous devions négocier seuls. »

(Danemark, 35 ans et plus, neutre)

Même certains eurosceptiques interrogés au Danemark estiment que leur pays joue un rôle plus important dans le monde par la force du nombre que représente l'UE. Cependant, d'autres jugent au contraire que le Danemark serait plus puissant hors de l'UE, car il disposerait **de plus d'autonomie**. Dans tous les pays, les participants eurosceptiques ont tendance à se sentir **moins en sécurité au sein de l'UE** que ceux ayant une opinion positive ou neutre de l'UE.

« La position géographique de notre pays joue un rôle. Nous nous sentons peut-être plus en sécurité dans l'UE, mais notre situation géographique y est aussi pour quelque chose. Nous n'avons pas souffert de la Seconde Guerre mondiale. »

(Portugal, 35 ans et plus, eurosceptique)

Les participants ne sont généralement pas favorables à un nouvel élargissement de l'Union, car ils craignent les conséquences économiques éventuelles d'une telle évolution. Il deviendrait encore plus dur de construire l'identité européenne selon certains.

Les opinions sont divisées sur la question de l'élargissement de l'UE. Le refus d'un nouvel élargissement fait l'unanimité parmi les participants au Danemark et en Finlande. Si l'union fait la force, **une union trop étendue n'est pas souhaitable**. En Allemagne, les participants ne sont pas contre un nouvel élargissement, mais restent prudents sur la question de l'expansion de l'Europe.

Les raisons invoquées pour ne pas accepter de nouveaux membres au sein de l'UE sont notamment :

- Le fait que l'UE est déjà composée **de pays très différents les uns des autres**, ce qui rend difficile la définition d'une identité européenne.

« L'élargissement de l'UE est problématique, parce que le dénominateur commun n'est plus le même et est influencé par les nouveaux membres. L'Union se développe, mais lentement parce que nous sommes nombreux à devoir nous accorder sur chaque chose. »

(Danemark, moins de 35 ans, pro-UE)

« Si la communauté est constituée de cultures trop différentes, il sera plus difficile de définir des pratiques et des valeurs communes. »

(Finlande, 35 ans et plus, neutre)

- Certains participants ont exprimé leur inquiétude sur le fait que les pays candidats à l'adhésion correspondent de moins en moins à ce **qui est perçu comme la « mentalité européenne occidentale »**, notamment en ce qui concerne la place de la religion dans la société.
- La conviction parmi les eurosceptiques au Danemark que l'adhésion de nouveaux pays **coûte trop cher**.

« Je m'oppose complètement à cette idée, mais pour être cynique, je dirais : pourquoi pas ? Si cela peut accélérer l'effondrement de l'Europe et nous sortir plus rapidement de ce foutoir. »

(Danemark, moins de 35 ans, eurosceptic)

En Pologne, les citoyens pro-européens se sont dits favorables à un élargissement de l'UE à de nouveaux candidats, de même que la plupart des participants au Portugal. L'idée sous-jacente est qu'un élargissement de la communauté européenne la rendra **plus forte pour faire face aux défis mondiaux futurs**, qu'ils soient économiques ou politiques.

« Je pense que l'UE doit s'agrandir. Elle devrait d'abord devenir complètement indépendante de la Russie puis penser à élargir ses frontières. »

(Pologne, moins de 35 ans, pro-UE)

Les participants plus âgés et eurosceptiques au Portugal craignent que l'entrée de nouveaux Etats membres dans l'UE, dans une situation pire que celle du Portugal, n'implique **un arrêt des financements versés au Portugal**, ce qui aurait des conséquences négatives sur la reprise et le développement économique.

2.5 Les perceptions des experts sur l'identité européenne

L'avis des experts ne diffère pas fondamentalement de l'opinion publique en ce qui concerne la nature de l'identité européenne. Cependant, quelques différences apparaissent.

Les principales caractéristiques mises en évidence sont les suivantes :

- L'Europe apporte une **diversité enrichissante** à différents niveaux (DE, FI, PT)
- L'Europe a facilité les **voyages, l'emploi et les études** des Européens (DK, DE)
- Il sera **plus facile de se sentir européen pour la prochaine génération** (la génération « Erasmus ») (DK, FI, IT, PL, PT)
- L'expert culturel en Italie a le sentiment que la **génération « européenne »** évoluera vers une **génération « mondiale »**

« Les jeunes générations se sentent déjà plus européennes parce que les frontières nationales se sont ouvertes. Grâce aux réseaux sociaux, elles peuvent communiquer avec des personnes géographiquement éloignées, mais c'est surtout la connaissance du monde à plus grande échelle qui aide les gens à prendre conscience des différences culturelles et idéologiques du continent dont ils font partie. »

(Italie, expert culturel)

- La paix **est l'une des principales réussites européennes**, même si les experts insistent moins sur ce point que l'opinion publique (DE)
- Pour les experts culturels et médias en Italie, l'expression « **être européen** » **fait référence à une appartenance géographique**

« Etre européen signifie appartenir à un espace culturel et géographique où l'intégration est un processus permanent et en pleine expansion, dans le sens où « partager » couvre de nombreux aspects, tant politiques que sociaux, et des valeurs humaines. »

(Italie, expert culturel)

« Cela implique de s'identifier avec un territoire où, au-delà des identités nationales singulières, existe une racine commune profonde, non seulement historique, mais qui s'est développée plus récemment, aux niveaux politique et idéologique. »

(Italie, expert médias)

- Le partage **d'objectifs politiques** communs (IT)
- Le partage **d'objectifs économiques** (IT)
- Une **monnaie** unique (PL)
- Des **valeurs** partagées (FI, PT)
- **La démocratie** (DK)
- Souvent, il n'existe pas de **politique cohérente et rigoureuse** sur certaines questions, comme celles de l'élargissement par exemple
- Les hommes politiques nationaux œuvrant au sein de l'UE sont souvent perçus comme peu volontaires ou se retrouvent bloqués au niveau institutionnel par les intérêts nationaux

Par ailleurs, les experts économiques en Pologne définissent l'identité européenne comme des pays travaillant ensemble dans les domaines de **la recherche, de l'industrie et de la connaissance** pour renforcer leurs capacités à faire face à la concurrence sur les autres marchés.

Pour les experts en Italie, l'identité européenne est **encore en construction**.

« Concrètement aujourd'hui, l'identité européenne repose sur la monnaie unique, un drapeau et un sentiment d'appartenance à un processus en cours, mais de fait, chaque pays conserve son indépendance et son autonomie. Il reste par conséquent du chemin à faire avant que les identités nationales ne se fondent les unes dans les autres. »

(Italie, expert économique)

Les experts en Finlande estiment que l'identité nationale n'entre pas en concurrence avec l'identité européenne, mais que celles-ci peuvent coexister. Cet avis est également partagé par l'un des experts en Allemagne qui, malgré les attitudes critiques face à l'Europe, fait référence à la construction d'une **« identité composite »**.

« Je suis allemand ou rhénan, mais je suis aussi européen. »

(Allemagne, expert médias)

En Pologne, les experts estiment que la notion d'identité européenne est liée à **l'appartenance à l'Union européenne**, et qu'elle n'est pas superficielle, contrairement à ce que pensent les participants.

Au Danemark, les experts ont tendance à partager l'avis des participants, au sens où ils se sentent **d'abord danois, puis européens**.

Les critiques de l'UE dans son état actuel sont prégnantes, notamment en ce qui concerne le déséquilibre économique et **le manque de solidarité** au sein de l'Union. Les experts allemands, polonais et italiens sont d'accord sur le fait que l'UE ne progresse pas suffisamment de façon commune.

« L'Europe a toujours signifié : expérimenter les frontières et les dépasser. Il faut s'en souvenir. »

(Allemagne, expert économique)

Les experts au Portugal constatent le **manque d'implication** de leur pays. L'une des causes en serait la situation géographique du Portugal, en marge du continent, ce qui implique des relations moins évidentes avec les autres pays européens.

« En théorie, tout le monde sait que nous faisons partie d'une Europe unie, avec une monnaie unique et quelques réglementations communes. Mais, en pratique, nous devrions nous impliquer davantage. J'ai l'impression que les pays plus proches de la Belgique, et de Bruxelles, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, ont un sentiment d'appartenance à l'Europe plus vif que les pays périphériques comme le Portugal. »

(Portugal, expert économique)

Les experts en Finlande pensent que **l'histoire de l'Europe a une importance pour le monde entier**. L'UE est considérée comme partie intégrante de cette histoire qui s'étend de l'Antiquité jusqu'à aujourd'hui. L'opinion des experts sur la démocratie, l'économie, les valeurs, la culture et leur rôle dans cette histoire commune est similaire à celle des participants dans les groupes de discussion.

L'avis des experts diffère sur la question de savoir qui « écrit » cette histoire européenne, car ceux-ci jugent que le citoyen moyen y joue un rôle bien plus important. En Pologne, les experts sont d'accord avec la majorité des participants : **l'histoire européenne est écrite par les pays économiquement les plus développés**. Le rôle des institutions de l'UE a également été souligné à cet égard.

3. LA SITUATION ACTUELLE

Ce chapitre porte sur les **perceptions** des participants à l'égard des avantages et des inconvénients d'être membre de l'Union européenne. Il s'intéresse également au niveau de coopération entre les Etats membres et à l'opinion des citoyens sur l'intérêt ou non de renforcer l'intégration. Enfin, il s'interroge sur l'existence de différences d'opinions sur l'Europe et l'UE et le niveau d'implication des citoyens à l'égard du projet européen.

3.1 Les avantages de l'appartenance à l'UE

Interrogés sur les aspects positifs de l'appartenance à l'UE, la majorité des participants dans tous les pays ont mentionné de nombreux exemples. Les principaux avantages recensés par les participants sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Avantage de l'adhésion à l'UE	Mentionné principalement en...	Exemples de commentaires
Stabilité, croissance et avantages économiques accrus Économie de marché	DK, DE, FI, IT, PL, PT	« 90% des exportations allemandes sont à destination de pays européens. » (Allemagne, 35 ans et plus, pro-UE) « On le voit bien avec Airbus – c'est un projet européen. L'Allemagne seule n'aurait eu aucune chance. » (Allemagne, 35 ans et plus, pro-UE)
Libre circulation	DE, FI, IT, PL, PT	« C'est positif de pouvoir voyager loin. L'ouverture des frontières... plus besoin de changer de l'argent. » (Allemagne, 35 ans et plus, neutre) « L'harmonisation des diplômes et des programmes d'enseignement supérieur. » (Portugal, 35 ans et plus, eurosceptique)
Niveau de vie plus élevé	DK, DE, PL, PT	« Si nous n'avions pas rejoint l'Europe, nous serions probablement aussi misérables qu'avant. Nous serions restés enfermés dans notre monde, sans instruction, nous ne nous serions pas ouverts aux nouvelles technologies et avancées actuelles. C'est une des conséquences de l'Union et de la coopération de tous. » (Portugal, moins de 35 ans, neutre)

La monnaie commune	DE, FI, IT	« On peut maintenant voyager sans avoir à changer tout le temps de l'argent. » (Italie, 35 ans et plus, neutre)
La protection qu'offre l'UE, économiquement et militairement	DE, PL, PT	« Nous n'avons pas à avoir peur d'être attaqués et de ne pas pouvoir nous défendre. » (Pologne, moins de 35 ans, eurosceptique) « C'est bien aussi pour nous que l'Europe agisse de manière unie à l'égard du Brésil, des Etats-Unis, de la Chine. » (Allemagne, 35 ans et plus, pro-UE)
Davantage d' intégration et d'échanges culturels	DE, IT	« Il y a beaucoup d'étudiants étrangers dans notre université. C'est très sympa pour les projets de recherche. On n'est pas qu'entre Allemands. Tout n'est pas planifié parfaitement, et c'est parfois plus spontané. Ça détend l'atmosphère. » (Allemagne, moins de 35 ans, pro-UE) « L'Europe est intéressante avant tout pour les jeunes, qui ont plus d'opportunités d'étudier à l'étranger et de trouver un emploi. » (Italie, 35 ans et plus, eurosceptique) « L'influence scandinave est importante ici. La loi générale pour l'égalité de traitement – c'est positif. » (Allemagne, 35 ans et plus, pro-UE)
Les financements européens	IT, PL	« Il y a des projets auxquels tous les pays peuvent participer. On peut avoir de l'argent pour ouvrir un commerce. » (Italie, moins de 35 ans, neutre) « Beaucoup de villages et de villes ont un système de traitement des eaux usées grâce à l'UE. » (Pologne, 35 ans et plus, pro-UE)
La protection du consommateur et du patrimoine gastronomique et œnologique des Etats membres	IT	« Dans le secteur alimentaire, des contrôles plus stricts ont été instaurés pour la protection de notre patrimoine, des produits qui sont reconnus dans le monde entier comme nos spécialités. » (Italie, 35 ans et plus, pro-UE)
Accès à une aide financière	PT	

3.2 Les inconvénients de l'appartenance à l'UE

Les participants ont également cité des aspects de l'adhésion à l'UE qu'ils considèrent comme négatifs. Les principaux sont résumés ci-dessous :

Inconvénient de l'appartenance à l'UE	Mentionné principalement en...	Exemples de commentaires
L'UE comporte trop de réglementations . Celles-ci sont perçues comme inefficaces et interférant avec les réglementations au niveau national.	DK, IT, PL	« Récemment, parce qu'1% de la population est allergique, ils vont retirer de la vente certains liquides qui sont produits depuis 100 ou 200 ans. A cause de ces 1%. Cela rend fou. » (Pologne, 35 ans et plus, eurosceptique)
Les conséquences des réglementations sur les produits alimentaires . Au Danemark en particulier, les citoyens sont attachés à certains produits, qui sont l'expression de la culture nationale. Les tentatives perçues d'altérer certaines spécialités gastronomiques nationales ont entraîné une levée de bouclier.	DK, DE, IT, PL	« Cela dépend de quel type de coopération on parle. Certaines réglementations devraient être établies au niveau local, comme pour les pains à la cannelle et la liqueur de réglisse. C'est facile de réglementer ces choses-là au niveau national. » (Danemark, moins de 35 ans, neutre) « Ils vont maintenant jusqu'à nous dire comment faire les spaghettis ou la mozzarella. Savez-vous combien de producteurs de fromage ont dû renoncer à leurs traditions pour se conformer à leurs règles ? » (Italie, moins de 35 ans, eurosceptique)
Des inquiétudes ont été exprimées, en particulier parmi les eurosceptiques, concernant l'ouverture des frontières qui permet à des citoyens d'autres pays de l'UE de venir prendre les emplois, ou profiter du système de protection sociale sans avoir l'intention d'apporter leur contribution à la société.	DK, DE, FI	« Toutes les normes danoises seront tirées vers le bas, et le système fiscal danois subira une forte pression, car il y a désormais trop de gens qui profitent des aides sociales mais ne cotisent pas. Le problème est que les autres pays ne bénéficient pas de normes aussi avantageuses. » (Danemark, moins de 35 ans, eurosceptique) « Ils viennent en se disant : "ici, je vais pouvoir toucher les aides, etc." Moi, je ne suis pas d'accord. » (Allemagne, moins de 35 ans, pro-UE)

<p>La coopération étroite entre les Etats membres peut entraîner une baisse du niveau de vie. Au Danemark, de nombreux participants ont le sentiment que l'UE définit des normes trop basses, ce qui entraîne une dégradation du niveau dans le pays.</p>	DK, FI	
<p>L'incapacité à limiter l'importation de produits européens de basse qualité, ce qui entraîne une augmentation de la quantité de mauvais produits sur le marché national.</p>	DK, IT	
<p>Une politique monétaire trop rigoureuse. Ce point a été particulièrement cité par les participants en Italie.</p>	IT	<p>« La monnaie unique aurait pu être une bonne chose. C'était une idée louable, mais tout a changé pour le pire. » (Italie, moins de 35 ans, eurosceptique)</p> <p>« La politique économique est imposée, ordonnée par Bruxelles et les pays sont contraints de l'appliquer. Si ça continue comme ça, il n'y aura plus de croissance. Nous sommes contenus par leur ligne de conduite rigide. » (Italie, moins de 35 ans, neutre)</p>
<p>L'aide financière pour les pays en difficultés.</p>	PL	<p>« Dans le cas de la Grèce, on ne sait pas bien si cette aide a vraiment été utile. » (Pologne, moins de 35 ans, eurosceptique)</p>

3.3 Unité et intégration

Les participants en Allemagne sont les plus susceptibles de se sentir bien représentés au sein de l'UE. Cependant, les élections européennes ont permis de renforcer cette perception dans les autres pays.

Les participants en Allemagne pensent pour la plupart que leur pays est bien représenté au sein des institutions européennes, à part certains eurosceptiques plus âgés. Certains ont l'impression que l'Allemagne exerce déjà **une influence disproportionnée**. Ceux qui sont d'avis contraire accusent les hommes politiques allemands de ne pas être à la hauteur.

*« J'ai l'impression que nous étouffons les autres. »
(Allemagne, moins de 35 ans, neutre)*

En Italie, l'opinion générale est que le pays n'était pas bien représenté au sein de l'Europe jusqu'aux dernières élections. Ici aussi, **la qualité des hommes politiques** est montrée du doigt, car elle a contribué à dégrader l'image de l'Italie dans le reste de l'UE. Les participants ont également l'impression que la présence d'Etats plus puissants et influents (comme l'Allemagne et la France) a réduit encore plus la capacité d'influence dont l'Italie dispose.

*« Je suis très négatif à l'égard du passé. On a eu des hommes politiques venant du "showbiz", de la télé, des gens qui ignorent nos problèmes ou qui nous méprisent. »
(Italie, moins de 35 ans, pro-UE)*

Cependant, pour certains participants pro-UE, les dernières élections ont représenté un tournant décisif, et leurs **attentes sont élevées**.

*« Aujourd'hui, [l'Italie] est bien représentée mais elle doit prendre plus de poids. Maintenant, c'est à ces nouvelles personnes de nous réhabiliter aux yeux de l'Europe. »
(Italie, 35 ans et plus, pro-UE)*

Les participants en Finlande se sont montrés plus divisés sur la question d'une représentation équilibrée de la Finlande au sein de l'UE. Certains ont l'impression d'être bien représentés par rapport à leur population relativement peu nombreuse, mais pensent qu'il est difficile d'exercer une influence réelle. D'autres estiment que le pays a besoin de davantage de représentants, parce que la **contribution financière de la Finlande à l'UE est trop importante**.

L'attitude à l'égard du renforcement de l'intégration est mitigée, même si nombre de participants sont en faveur d'une coopération accrue en matière de supervision financière et d'immigration.

En Allemagne, les participants jeunes sont plus favorables à un renforcement de l'intégration européenne et de la coopération entre les Etats membres de l'UE que les participants plus âgés. Cependant, la question d'une coopération renforcée avec les autres Etats membres suscite des clivages au Danemark et en Finlande, où les eurosceptiques rejettent cette idée, quel que soit le domaine concerné. Certains participants ayant une opinion neutre de l'UE se montrent plutôt défavorables à l'égard d'une coopération accrue, car ils l'associent à **un renoncement à leur souveraineté et à une perte d'identité.**

« Je pense que l'UE interfère trop dans les différents domaines nationaux, par exemple dans l'utilisation des terres. Les pays sont très différents géographiquement et culturellement mais les règles sont les mêmes pour tous, je pense que ce n'est pas bien. La coopération ne devrait être renforcée dans aucun domaine. »

(Danemark, 35 ans et plus, neutre)

« Cela devrait aller plus lentement. Beaucoup de décisions nous échappent, comme [les réglementations sur] le maïs génétiquement modifié. Nous devrions avoir le droit de dire que nous ne voulons pas de quelque chose. »

(Allemagne, 35 ans et plus, pro-UE)

« Il devrait y avoir une meilleure coopération dans le domaine des affaires étrangères. Nous ne pouvons rien faire seuls de toute façon, et il est ridicule de devoir toujours trouver un accord préalable entre 28 gouvernements. »

(Danemark, moins de 35 ans, pro-UE)

D'autre part, les participants ayant une opinion positive ou neutre de l'UE ont cité plusieurs domaines pour lesquels il serait **avantageux de renforcer la coopération** entre les Etats membres.

Deux domaines, en particulier, pourraient tirer avantage d'une coopération européenne accrue – la **supervision financière** et la **lutte contre l'immigration et l'accueil des réfugiés.**

Domaines dans lesquels une coopération accrue serait avantageuse	Mentionné principalement en...	Exemples de commentaires
<p>Une majorité de participants accueille favorablement l'idée de renforcer la coopération via une supervision bancaire et financière commune. Ils espèrent qu'ainsi la mauvaise gestion des banques pourra être endiguée en Europe.</p> <p>En Italie, les participants souhaitent une coopération plus flexible en matière de réglementation monétaire et financière.</p>	DK, DE, PL, IT	<p>« Les politiques financières doivent être cohérentes. L'Europe a besoin d'une autorité bancaire centrale pour réguler l'euro. » (Danemark, 35 ans et plus, eurosceptique)</p> <p>« Cela devrait être connecté. L'Irlande a beaucoup souffert, et tout le monde est impliqué, donc cela devrait être contrôlé en commun. » (Allemagne, moins de 35 ans, pro-UE)</p> <p>« Chaque Etat connaît des problèmes qui ne peuvent être ignorés. Si la voie est celle de la croissance et du développement, on ne peut imposer à tous les mêmes normes si celle-ci vont à l'encontre du développement lui-même. » (Italie, 35 ans et plus, pro-UE)</p> <p>« Ce n'est pas possible qu'une instance européenne décide de la charge fiscale en Italie, parce que seuls les dirigeants nationaux savent quelle charge la population peut supporter. » (Italie, 35 ans et plus, neutre)</p>
Transfert et intégration des réfugiés internationaux	DK, DE, IT	<p>« Il faudrait plus de coopération sur les politiques d'asile. Dans l'idéal, l'UE devrait réglementer cette question. L'accord – qui oblige le pays d'arrivée des réfugiés à les prendre en charge – est complètement absurde. » (Danemark, moins de 35 ans, pro-UE)</p> <p>« On ne peut pas ignorer les bateaux pleins de migrants en situation irrégulière. Les autres Etats devraient nous aider. Nous ne pouvons pas tout payer juste à cause de notre situation géographique. » (Italie, moins de 35 ans, eurosceptique)</p>

A l'exception de ceux en Italie, peu de participants sont favorables à une armée européenne. L'Europe fiscale suscite également peu d'enthousiasme.

Interrogés sur la nécessité d'une armée européenne, les participants sont partagés. Très peu de participants au Danemark, et seulement parmi ceux ayant une opinion positive de l'UE, se disent en faveur de la création d'une armée européenne. Les participants en Pologne et en Finlande se sont également montrés peu enthousiastes à cette idée. En Allemagne, les participants semblent plus favorables mais restent prudents à ce sujet. De façon générale, la grande majorité des participants, quel que soit le groupe auquel ils appartiennent ou leur pays d'origine, estime qu'une armée européenne ferait **doublet avec les attributions de l'OTAN**.

« Nous avons déjà les forces armées de l'OTAN. »
(Allemagne, 35 ans et plus, eurosceptique)

« Quelle image donnerions nous au monde si nous avions une armée commune ? Cela pourrait donner une impression d'agressivité. »
(Allemagne, moins de 35 ans, pro-UE)

En Italie, les participants voient plus de potentiel à la création d'une armée européenne. Ils ont le sentiment que cela permettrait de renforcer l'unité et l'identité européenne, et de **réduire les coûts impressionnants** engagés par chaque Etat membre pour sa défense nationale.

« Nous n'avons pas d'armée commune, et nous ne sommes même pas une nation. Quelle crédibilité avons-nous ? »
(Italie, moins de 35 ans, neutre)

« En Italie, il y a beaucoup de gâchis, entre les casernes, les carabinieri, etc. Une armée soumise à des règles communes permettrait peut-être d'éviter toutes ces dépenses inutiles. »
(Italie, moins de 35 ans, pro-UE)

Dans aucun des six pays **l'Europe fiscale ne déclenche d'enthousiasme** chez les participants.

Enfin, les participants n'ont cité **aucun domaine d'importance dans lequel la coopération devrait être réduite** entre les Etats membres.

3.4 L'opinion des experts sur l'unité et l'intégration

En Allemagne et au Danemark, les experts ne sont pas favorables à une coopération accrue et prônent au contraire une **réduction du niveau de coopération**. Au Danemark, plutôt que d'approfondir le niveau de coopération dans les différents domaines politiques, les experts estiment que **la législation existante relative au marché unique devrait être appliquée**. Ils considèrent que la principale fonction de l'UE devrait être de garantir que le cadre réglementaire du marché intérieur fonctionne correctement et que tous les pays respectent les directives économiques visant à assurer la stabilité et la croissance.

« Je compatis pour les Allemands qui ont vu leur niveau de vie baisser récemment et qui, en même temps, on pu observer les différences de traitement appliquées aux pays du sud de l'Europe. La corruption est un bon exemple. Selon moi, c'est une bombe à retardement qui peut ébranler le système dans son ensemble si rien n'est fait. »

(Danemark, expert économique)

« La coopération devrait être réduite dans le domaine de la coordination économique (suivi des investissements, etc.). Ces mesures ne font qu'ajouter à la bureaucratie existante mais ne sont d'aucune utilité – comme l'expérience nous l'a montré. Chaque pays mettra en œuvre ce qu'il pense être bon. »

(Allemagne, expert économique)

En Finlande, les experts estiment que **la coopération est une bonne chose**. Cependant, le niveau de coopération adéquat dépend de la question traitée. Dans certains domaines, une coopération accrue est bien accueillie, tandis qu'elle n'apparaît pas importante dans d'autres. Cet avis est partagé par les experts en Italie et au Portugal. A l'instar des participants dans les groupes de discussion, les experts italiens ont souligné l'importance de **renforcer la coopération dans le domaine de l'immigration**.

« La façon dont l'Europe reste à regarder ce drame humain sans rien faire est scandaleuse. »

(Italie, expert médias)

« Cette question devrait concerner l'Europe dans son ensemble et non uniquement l'Italie. »

(Italie, expert économique)

Au Danemark, les experts se disent préoccupés par le fait que la mobilité de la main-d'œuvre (qui en elle-même est positive et est un élément essentiel du marché intérieur) entraîne une détérioration du système de protection sociale, du fait de l'arrivée de travailleurs étrangers travaillant à moindre coût et représentant une concurrence déloyale pour les travailleurs danois. Ils ont le sentiment que les Etats membres devraient revendiquer leur autonomie sur ce sujet.

Les experts allemands, italiens, polonais, portugais et finnois se sont montrés favorables ou ouverts à un **système de supervision financière** et à un **système fiscal commun**. Mais ils ont exprimé des doutes sur le fait que les Etats acceptent de renoncer à leurs intérêts nationaux pour mettre en place un tel système fiscal, sur la façon de le mettre en place et le degré d'intégration possible dans ce domaine.

« La transparence de ce type d'initiative aiderait certainement. Nos clients se plaignent souvent qu'un même produit soit vendu à des prix différents dans chaque pays, à cause des taxes nationales. »

(Pologne, expert économique)

« Oui, cela serait sensé. Pourquoi pas, puisque nous avons déjà une monnaie unique et une législation-cadre commune, au moins jusqu'à un certain point ? Je sais que ce sujet est très sensible, mais naïvement je pourrais dire oui. »

(Portugal, expert économique)

« Même si une telle évolution est souhaitable, cela reste très difficile à réaliser sur le court terme. Mais il faut harmoniser le plus possible, car un citoyen ordinaire ne peut pas comprendre pourquoi il paye 52 % d'impôts alors que d'autres citoyens européens ne payent que 15%. Je ne le comprends pas moi-même, et ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le siège de mon entreprise n'est pas basé en Italie. »

(Italie, expert économique)

Les experts en Finlande estiment qu'il devrait y avoir moins de coopération dans les domaines financier et agricole, parce qu'ils ont le sentiment que ces secteurs sont trop réglementés. D'autre part, les experts polonais pensent qu'un **système conjoint de contrôle financier** devrait être mis en place pour renforcer la sécurité et la stabilité des Etats membres, en particulier dans la zone euro.

« Cela existe déjà – l'Union bancaire est un organe de la zone euro. Je pense que c'est une très bonne chose, parce qu'à la suite de la crise de 2008, il est apparu qu'aucun système "fermé" n'a constitué une plus grande menace pour le fonctionnement politique de l'UE ou des Etats membres que le système bancaire ou financier. Il faut le superviser. »

(Pologne, expert médias)

L'expert culturel en Allemagne, en particulier, a exprimé son inquiétude à l'égard d'une **armée européenne** – en tant que force de maintien de la paix, l'UE ne devrait pas se doter d'un bras armé. Les experts finnois estiment qu'il serait utile de renforcer la coopération européenne en matière de sécurité, mais pas au point de créer une armée. Les experts portugais considèrent que cela serait inutile parce que l'OTAN joue déjà ce rôle. Les experts en Italie souhaitent la création d'une armée commune qui pourrait représenter l'Europe dans le monde, tandis que ceux en Pologne sont divisés sur cette question.

« Pour moi, il s'agit surtout de restucturer les budgets de défense. Je préférerais qu'il n'y ait pas d'armée du tout. Je pense que nous devons concentrer nos efforts sur la prévention des conflits. »

(Allemagne, expert culturel)

« En fait, ce serait logique : un drapeau, une monnaie, et une armée. »

(Italie, expert économique)

3.5 Solidarité et responsabilité

La plupart des participants pensent que l'appartenance à l'UE a permis de limiter les conséquences de la crise économique et financière.

Diverses opinions ont été exprimées dans les six pays couverts par cette étude et dans les différents groupes de participants, sur la question de savoir si l'appartenance à l'UE a permis de mieux résister à la crise économique et financière. De façon générale, les participants ayant une opinion positive de l'UE au Danemark, en Pologne et en Italie estiment que l'UE leur a permis de mieux faire face à la crise. En Italie, la majorité des participants dans tous les groupes pense qu'une **autorité extérieure et impartiale**, accompagnée de mesures drastiques, sont les deux éléments qui ont aidé le pays durant la crise. Cet avis a également été cité en Allemagne.

« Même si nous avons dû payer des frais financiers et des taux d'intérêt très élevés, sans l'Union européenne, je ne suis pas sûr que nous aurions trouvé une solution. »

(Portugal, moins de 35 ans, pro-UE)

« Si les taux d'intérêts s'étaient envolés, ça aurait été catastrophique mais – Dieu merci – cela a pu être évité. »

(Italie, 35 ans et plus, neutre)

Au Portugal, les participants ayant une opinion positive de l'UE et certains de ceux ayant une opinion neutre considèrent que **l'accès à l'aide financière dont leur pays a bénéficié a été facilité** par son appartenance à l'UE. Cependant, nombre de participants dans ce pays estiment que le fait d'être membre de l'UE n'a pas permis au Portugal de bénéficier de conditions avantageuses, car ils jugent les taux d'intérêt appliqués très élevés. En Finlande, le groupe pro-UE pense que le fait de dépendre des taux d'intérêts de la BCE a eu un impact positif parce que cela a soutenu les entreprises.

D'un autre côté, les eurosceptiques au Portugal, en Finlande et au Danemark ont le sentiment que le fait d'être membre de l'UE n'a pas du tout aidé leur pays à résister à la crise économique et financière. En Finlande, l'incapacité de dévaluer la monnaie et l'obligation de respecter les taux d'intérêt de la BCE sont considérés comme des **aspects négatifs** de l'appartenance à l'UE.

Les participants en Allemagne, eurosceptiques ou non, ont également le sentiment que **la politique de baisse des taux d'intérêt a été désavantageuse**.

« Je pense que les taux d'intérêt de la BCE ont été désavantageux pour ceux qui épargnent. »

(Allemagne, 35 ans et plus, neutre)

Les eurosceptiques au Portugal estiment que si leur pays n'avait pas été membre de l'UE, il aurait fait l'objet de toute façon d'un **plan de sauvetage** du FMI, comme cela a été le cas en 1983.

Les participants ayant une opinion neutre de l'UE au Danemark, en Pologne, en Finlande et au Portugal sont incertains quant aux avantages que leur a procuré leur appartenance à l'UE. Ils considèrent généralement que **l'appartenance à l'UE n'a eu aucune influence**.

« Cela ne nous a pas touchés, donc c'est difficile à dire. »
(Pologne, moins de 35 ans, neutre)

La solidarité entre les Etats membres est plutôt envisagée en termes d'aide financière, et constitue le sujet le plus controversé parmi les participants.

L'opinion est très divisée également sur la question de savoir si l'UE devrait aider les Etats membres ayant des difficultés financières. La grande majorité des participants au Portugal et en Italie estiment qu'il faut aider les Etats membres en difficulté **par principe**, étant donné que la solidarité entre les Etats membres est l'une des valeurs fondamentales de l'UE.

« Nous sommes dans l'UE. Si un Etat coule, c'est comme si toute l'Europe coulait – donc elle doit intervenir. »
(Italie, moins de 35 ans, eurosceptique)

« L'idée est que c'est la famille qui donne un coup de main. Si nous appartenons à une grande famille et que j'ai des difficultés, vous m'aidez. »
(Italie, 35 ans et plus, neutre)

En Pologne, cette solidarité est perçue par certains comme une **obligation**.

« N'y sont-ils pas obligés ? N'est-ce pas écrit quelque part que nous devons nous aider les uns les autres, que les pays européens sont obligés de s'entraider ? C'est tout à fait normal, car il s'agit d'une alliance. »
(Pologne, 35 ans et plus, pro-UE)

Au Danemark, les participants ayant une opinion positive ou neutre de l'UE, qui considèrent la solidarité comme une valeur essentielle, pensent qu'aider les autres Etats membres est une obligation, **quelle que soit la forme que revêt cette aide**.

« L'important c'est de faire face ensemble ! »
(Danemark, moins de 35 ans, pro-UE)

A l'inverse, nombre d'eurosceptiques au Danemark et en Finlande estiment que leur pays n'est pas responsable des autres pays et **qu'il ne devrait donc pas être contraint de les aider**. Ils pensent qu'il serait plus judicieux de s'occuper de leur propre pays. Cet avis est partagé par certains participants en Allemagne.

« Nous devrions d'abord nous occuper de nous-mêmes, avant d'aider les autres. »
(Danemark, 35 ans et plus, eurosceptique)

« Nous devons tous répondre du désordre engendré par un pays. Je n'apprécie pas trop, je dois dire. »
(Allemagne, 35 ans et plus, eurosceptique)

« Je vois l'Allemagne comme un père qui ne cesse d'ouvrir son portefeuille pour donner de l'argent à ses enfants. »
(Allemagne, moins de 35 ans, eurosceptique)

En Allemagne, de nombreux participants sont réticents à affirmer que l'UE ne devrait pas aider les Etats en difficulté. Certains participants sont en faveur d'une aide, mais leurs commentaires sont souvent accompagnés d'un « mais », notamment pour exprimer **la nécessité d'imposer des conditions à cette aide**. Ce point de vue est partagé dans tous les pays, et des propositions ont même été faites sur cette question :

- L'assistance ne devrait pas être de nature financière uniquement : les pays devraient être aidés à créer les conditions leur permettant de surmonter la crise et de **construire une économie plus saine**, afin d'éviter de connaître de nouvelles crises. Au Danemark, les participants préfèrent cette option à l'aide financière. En Italie, les participants ont le sentiment qu'il doit exister une **solution structurelle** au problème (DK, DE, FI, IT, PT)
- La nécessité d'assurer une **supervision rigoureuse** pour éviter que les Etats membres ne connaissent à nouveau une telle situation à l'avenir fait l'unanimité (DE, IT, PL, PT)
- Chaque situation doit être examinée au cas par cas, pour que la réponse apportée corresponde au mieux aux **besoins particuliers du pays** concerné (DK, FI, PL, PT)
- De nombreux participants au Danemark pensent qu'il faudrait réaliser systématiquement une **analyse des coûts/bénéfices**.

« Il faut examiner la situation au cas par cas et décider si cela vaut le coup de donner de l'argent à un pays. Les pays d'Europe de l'Est peuvent maintenant acheter des produits danois, ce qui profite au Danemark. C'est le principe du coût/bénéfice. »

(Danemark, 35 ans et plus, neutre)

- L'aide devrait être conditionnée au comportement passé du pays concerné. L'aide ne devrait pas être octroyée par principe, mais devrait faire l'objet **d'un examen du comportement passé** de ce pays. Si un pays a plusieurs fois échoué à tirer parti des opportunités offertes, ou s'il a agi imprudemment par le passé, il ne devrait bénéficier d'aucune aide (DK, FI, PL, PT)

« Il faut arrêter de distribuer l'argent aveuglément en indiquant seulement à quoi devraient être utilisés ces fonds. Si les politiciens n'arrivent pas à faire face, il faut leur proposer des solutions pour régler le problème d'une façon ou d'une autre, plutôt que de leur apprendre à être paresseux. »

(Pologne, moins de 35 ans, neutre)

« Je suis pour, à condition que le pays bénéficiaire fasse des efforts pour s'améliorer. »

(Allemagne, moins de 35 ans, neutre)

- Au Portugal et en Finlande, l'opinion est qu'un Etat membre qui ne prend pas les mesures nécessaires pour adapter son économie et qui a continuellement besoin d'aide devrait être **sanctionné**.

« S'ils ont droit à une aide, ils doivent avoir des devoirs également. S'ils ne respectent pas leurs engagements, ils ne méritent pas d'aide. »

(Portugal, moins de 35 ans, pro-UE)

« Des règles claires et des sanctions sévères si elles ne sont pas respectées. »

(Finlande, moins de 35 ans, neutre)

En Italie, les participants estiment que l'aide accordée à un Etat membre doit être **proportionnée à la puissance économique** des pays donateurs.

« Il faut définir une limite en fonction du niveau de participation de chaque pays dans l'UE. »

(Italie, moins de 35 ans, pro-UE)

En Pologne, les participants jugent que leur pays sera en position **d'aider d'autres Etats membres à l'avenir**.

« Nous sommes un pays qui a besoin de se développer maintenant, et dans le futur nous devons aider ceux qui auront besoin de se développer. »

(Pologne, moins de 35 ans, neutre)

3.6 L'opinion des experts sur la solidarité et la responsabilité

Les experts de tous les pays, sauf un (l'Allemagne), estiment que **l'UE dans son ensemble doit aider les Etats membres** qui connaissent des difficultés financières par principe, tandis que ceux en Allemagne soulignent la nécessité de poser des conditions.

« C'est là que l'Europe prend tout son sens. C'est une association de pays qui doivent faire preuve de solidarité entre eux. Cela dit, les pays devraient être gouvernés selon les mêmes règles. Je ne sais pas ce qu'il faut faire face à un pays qui ne les respecte pas, mais l'UE devrait pouvoir prendre les commandes dans ce cas. »

(Danemark, expert culturel)

Cependant, pour les experts portugais, finnois et polonais, il faut examiner **la situation au cas par cas** pour comprendre quel est le meilleur moyen d'aider un pays.

« Il faut analyser minutieusement chaque plan d'aide – pourquoi une aide, qu'est-ce qui va mal, pourquoi ? Si on le fait par principe, on parle de solidarité. On ne se rend pas vraiment compte qu'on est tous dans le même bateau. Si le bateau prend l'eau, même si la fuite est petite, un jour ou l'autre, cela mettra en danger le bateau tout entier. »

(Portugal, expert culturel)

« Les mécanismes universels sont une utopie qui peut être dangereuse. Chaque cas est particulier, unique. »

(Pologne, expert culturel)

Les experts italiens pensent qu'il est nécessaire de définir des **règles de base** concernant la proportion d'aide octroyée et les mesures à prendre.

De plus, certains experts considèrent que **l'aide financière** doit être :

- Fondée sur des **principes et obligations spécifiques** (PL)

« Si on aide un alcoolique, on lui imposera d'arrêter de boire. On ne l'aiderait pas en lui disant : "d'accord, on va t'aider et tu peux continuer à boire". »

(Pologne, expert médias)

- Régulièrement **contrôlée/suivie** (FI, PL)
- Limitée et liée à un objectif spécifique (PL, FI)

Un expert polonais a également souligné le risque que les mécanismes d'aide puissent entraîner des **résultats négatifs**.

« [Le mécanisme d'aide] entraîne un relâchement des gouvernements, parce qu'ils savent que cette bonne Union Européenne sera toujours là pour les aider. »

(Pologne, expert culturel)

Au Danemark, les experts pensent que la crise économique et financière a permis de mettre en évidence le fait que le processus d'élargissement doit être stoppé, car, de par **les disparités entre Etats membres**, le processus de définition des politiques et de leur mise en œuvre perd de son efficacité .

« La crise financière a mis en exergue la nécessité de renforcer la communauté intérieure de l'UE, afin de conserver notre place au sein de l'économie mondiale. »

(Danemark, expert culturel)

En Allemagne, les experts ne sont pas tous d'accord avec **le principe du soutien aux Etats** dans le contexte de la crise économique et financière. L'expert culturel italien a exprimé cette opinion de façon particulièrement claire.

« Oui, nous devons fournir de l'aide, mais de telle façon que les Etats prennent aussi leurs responsabilités. La Commission devrait y regarder de plus près. »

(Allemagne, expert médias)

« C'est impensable que tous les Etats doivent aider les autres. Ce n'est pas la charité, c'est un système politique. »

(Italie, expert culturel)

Les experts économique et médias allemands considèrent cependant que l'aide doit être conditionnée de façon à **renforcer structurellement** l'Etat bénéficiaire. Cet avis est celui qui se rapproche le plus de l'opinion dominante parmi les participants.

« Pour qu'elle soit considérée comme acceptable par les citoyens, et d'un point de vue réglementaire, l'UE ne devrait pas, de façon générale, octroyer de l'aide sous forme de paiement aux Etats. L'insolvabilité organisée peut aider les pays à repartir de zéro et à réformer les structures de gouvernance dans leur ensemble. »

(Allemagne, expert économique)

En Finlande, les experts pensent que l'Europe doit se montrer **plus forte que son élément le plus faible**, et surmonter ce genre de problème.

« Il ne faut pas donner plus d'aide que ce qui a déjà été fourni. Il faut prendre les problèmes à la racine, au niveau des Etats membres. »

(Finlande, expert économique)

« L'Europe n'est pas aussi forte que son maillon le plus faible, sinon elle serait toujours faible. »

(Finlande, expert médias)

3.7 L'UE et la démocratie

Le vote est considéré comme un devoir, mais ne semble pas forcément efficace.

Au Danemark, en Italie et en Finlande, presque tous les participants ont voté aux **élections européennes**. En Allemagne et au Portugal, les citoyens pro-UE et les plus âgés sont les plus susceptibles d'être allés voter. En Pologne, la plupart des participants ne montrent pas de grand intérêt ou d'implication à l'égard des élections européennes, et expriment un certain scepticisme à l'égard de la démocratie et de l'intérêt de voter.

Dans la majorité des pays couverts par cette étude, les participants ont décidé de voter parce qu'ils croient que, dans une démocratie, il faut participer aux élections – c'est-à-dire par **sens du devoir**. L'espoir de faire changer les politiques par le vote a été exprimé dans tous les pays, même si au Danemark, l'impression générale est que le fait de voter ne peut pas changer grand chose.

« C'est un privilège de pouvoir voter. Beaucoup n'ont pas ce droit. C'est pourquoi c'est un devoir. »

(Allemagne, 35 ans et plus, pro-UE)

« Il faut voter. On peut ne pas aimer ça, mais on n'a pas le droit de se plaindre si on ne participe pas. »

(Danemark, 35 ans et plus, eurosceptique)

« Voter est un privilège. Tous ceux qui veulent vivre en démocratie devraient voter. »

(Finlande, 35 ans et plus, pro-UE)

« J'ai voté sans vraiment savoir quel serait l'impact de mon vote. Mais je suis allé à l'isoloir quand même, pour ne pas me sentir coupable d'être resté chez moi. »

(Portugal, 35 ans et plus, neutre)

En Italie, les raisons de voter sont légèrement différentes en fonction des groupes. Pour les eurosceptiques, il s'agit d'un moyen d'exprimer une opinion différente de l'opinion majoritaire, **d'aller « à contre-courant »**, et de montrer leur désaccord face l'hégémonie allemande. Pour les participants ayant une opinion neutre de l'UE et surtout pour les pro-européens, le vote permet d'envoyer un **signal de renouveau**, dans une tentative pour envoyer « les bonnes personnes » à Bruxelles.

En Finlande et en Pologne, les participants qui ont voté estiment qu'il s'agit d'un moyen **d'avoir de l'influence**. Ils souhaitent également choisir un représentant qui partage leurs valeurs et idées ou, dans le cas de la Pologne, qui soit « moins mauvais ». Pour certains participants en Finlande, le droit de voter donne également le droit de **se plaindre des hommes politiques** s'ils prennent de mauvaises décisions.

Les abstentionnistes n'ont pas voté par **désintérêt**, ou parce qu'ils pensent que voter **ne changerait rien**. En Allemagne, certains participants ont indiqué ne pas avoir voté parce qu'ils ne savaient pas pour qui voter.

« Mais je n'aurais pas su pour qui voter. J'aurais préféré voter pour les socialistes. Mais si je dis « SPD », ça ne veut rien dire pour les Français. »

(Allemagne, moins de 35 ans, neutre)

« J'ai voté aux élections législatives allemandes. Mais je n'ai pas voté aux élections européennes parce que je n'avais aucune information pour qui voter. »

(Allemagne, moins de 35 ans, pro-UE)

En Pologne également, les participants qui se sont abstenus de voter ont indiqué qu'il n'y avait pas de candidat qui valait la peine, et ont exprimé une **méfiance** générale à l'égard de la politique et des hommes politiques. Le manque de confiance à l'égard des hommes politiques a également été cité par les abstentionnistes au Portugal.

« Ma contribution n'aurait rien changé, parce que nous votons également aux élections nationales, et les choses ne s'améliorent pas. »

(Portugal, 35 ans et plus, eurosceptique)

Les participants ont l'impression de ne pas être assez informés de façon générale sur les élections européennes et les partis en lice.

Très peu de participants dans tous les groupes ont le sentiment d'être suffisamment informés sur les élections. En Finlande, les participants estiment être informés, mais moins que pour les élections nationales, et indiquent ne pas savoir grand chose sur les partis européens. De façon générale, ils pensent qu'il faudrait fournir **davantage d'informations** sur les élections dans tous les pays.

« La campagne électorale n'a abordé que des questions de politique nationale et non européenne. Je ne me sentais pas informé du tout, même sur leurs programmes par exemple. »

(Italie, 35 ans et plus, eurosceptique)

En Allemagne, les participants sont d'avis **qu'il s'agit d'un devoir de la part de l'Union européenne d'informer les citoyens**, et attendent de l'UE qu'elle le fasse.

« Nous n'avons reçu que peu d'informations sur les groupes auxquels appartenaient les partis. L'information n'est pas bien passée. Il n'y a que Juncker et [Schulz] qui ont expliqué clairement qu'un groupe parlementaire est constitué de différents partis. »

(Allemagne, 35 ans et plus, eurosceptique)

Les participants dans la plupart des pays ont également mis le doigt sur le manque de **couverture médiatique** des élections européennes ou de sa mauvaise qualité. Au Portugal, les participants ont signalé que les informations diffusées sur les élections européennes leur ont semblé ennuyeuses et peu attractives.

« Chaque parti politique a droit à trois minutes de parole avant le journal télévisé, et ils rabachent la même chose pendant deux semaines, mais ça ne veut rien dire. »

(Portugal, moins de 35 ans, pro-UE)

Les participants qui se disent suffisamment informés se **sont renseignés par eux-mêmes sur Internet**.

« J'ai cherché dans Google. Il faut être actif, sinon on n'a rien. »

(Allemagne, 35 ans et plus, neutre)

« En principe, il y a assez d'informations, on peut tout trouver en ligne. Il manque seulement quelqu'un qui communique de la bonne manière. Le problème c'est la communication, pas la transparence. »

(Danemark, moins de 35 ans, eurosceptique)

« J'ai cherché activement plein d'informations par moi-même, et j'ai même changé d'avis après mes recherches, mais je pense que les médias n'ont pas fait du bon travail cette fois. L'UE était concurrencée par les bombardements au Moyen-Orient, etc. Et on entend rarement parler de l'UE dans notre vie quotidienne. »

(Danemark, moins de 35 ans, neutre)

« J'ai utilisé Wahlomat [un outil en ligne pour connaître quel parti correspond à son opinion] – il a choisi pour moi, en quelque sorte. »
(Allemagne, 35 ans et plus, pro-UE)

En Italie, les participants ayant une opinion positive ou neutre de l'UE sont les plus susceptibles d'avoir fait l'effort de rechercher par elles-mêmes des informations. Les sources d'informations principales sur les élections sont les recherches en ligne et les **discussions avec les amis**.

Les participants dans la plupart des pays ont l'impression de ne pas connaître suffisamment les différents partis politiques siégeant au Parlement européen, puisque peu d'entre eux **savent quels sont les partis existants**.

« Il y a en fait huit partis dans l'UE, mais si vous ne connaissez pas leur programme, il est difficile de comprendre de quoi il s'agit, notamment pour construire une majorité. Tous les hommes politiques européens sont plus à droite que ceux au Danemark, et lorsqu'on vote ici, on ne sait pas toujours dans quel camp ils siégeront au Parlement ou quelle est l'importance de tel ou tel parti. »
(Danemark, moins de 35 ans, eurosceptique)

« Le paradoxe est qu'on vote [pour un parti] qui se dit ici en faveur d'une baisse des impôts, d'une réduction de la charge fiscale, etc. – et puis on se rend compte qu'il fait partie d'un groupe [au Parlement européen] qui prône au contraire l'augmentation des impôts. »
(Italie, moins de 35 ans, neutre)

Les participants au Danemark ayant une opinion neutre de l'UE ont jugé difficile de comprendre la position des différents partis à l'égard des questions européennes, et ont finalement voté pour le même parti que celui pour lequel ils auraient voté aux élections nationales. Les participants ayant une opinion positive ou négative de l'UE ont, par contre, fait des efforts pour se renseigner sur **les positions des partis à l'égard de l'UE**, ce qui les a souvent incités à voter pour un parti différent de celui pour lequel ils auraient voté au niveau national.

« On est plus fidèle à un parti pour les élections nationales. Pour les élections européennes, il faut déjà comprendre si les partis défendent bien les idées auxquelles on est favorable. »
(Danemark, moins de 35 ans, neutre)

La plupart des participants au Danemark ont indiqué avoir des doutes sur **l'influence de leur vote**. Au Portugal, la plupart des participants ont l'impression que leur voix n'est pas entendue au sein de l'UE, du fait du peu de poids qu'à leur pays au sein des institutions européennes. D'autres ne se sentent pas représentés par leurs députés nationaux siégeant au Parlement européen. En Allemagne et en Pologne, les participants pensent que leur vote a beaucoup moins de poids qu'au niveau national.

Les participants au Danemark considèrent que le Parlement européen n'a pas assez de pouvoir, étant donné que les autres institutions peuvent contrer ses décisions. Ils estiment que l'UE serait plus démocratique s'ils étaient mieux informés par les médias nationaux sur **la façon dont l'UE est constituée et ce qu'elle accomplit**.

3.8 Participation citoyenne

Pour les participants, le faible niveau d'implication à l'égard de l'UE est principalement dû à un manque d'informations.

La majorité des participants dans les six pays couverts par cette étude n'ont pas connaissance des consultations ou des « **dialogues citoyens** », même s'ils sont nombreux à penser que de telles initiatives vont dans la bonne direction pour impliquer les citoyens.

Les participants au Portugal estiment que ces mesures peuvent encourager **les échanges et les discussions** et favoriser le sentiment de proximité avec l'UE. En Pologne, l'idée a été reçue favorablement en théorie, mais les participants se sont montrés **sceptiques sur son efficacité en pratique**. De la même façon, l'idée a été bien perçue en Finlande, même si les participants doutent du fait que ces discussions puissent avoir une influence réelle. Les participants en Finlande ont également mis en lumière le risque que ces discussions ne soient pas représentatives de l'opinion majoritaire.

« En ce qui concerne ces dialogues citoyens, ils existent aussi en Finlande au niveau municipal, mais au final le résultat est toujours le même. Les élus approuvent sur le moment, puis ne retiennent rien. »

(Finlande, moins de 35 ans, neutre)

« S'il y avait plus de moyens de l'influencer, [l'UE] paraîtrait plus proche. »

(Finlande, 35 ans et plus, neutre)

En Italie, l'idée séduit les participants même si les plus jeunes ont exprimé une préférence pour des **dialogues citoyens organisés sur Internet** plutôt que lors de rencontres physiques.

« Je ne sais pas si j'y participerais, je n'ai pas beaucoup de temps pour cela. Je pense qu'Internet est le bon média – c'est rapide, direct, pas de perte de temps. »

(Italie, moins de 35 ans, neutre)

Les participants estiment que de telles consultations permettraient à la Commission européenne de **mieux comprendre les véritables problèmes que rencontrent les citoyens**, tout en donnant l'occasion aux citoyens d'apprendre ce que font les députés européens. Ce type d'initiatives permet également à la Commission de montrer son intérêt pour l'avis des citoyens. Cependant, les participants les plus âgés au Portugal se sont montrés sceptiques, car ils estiment que seuls les **membres de l'élite** sont invités à participer à ces dialogues.

« C'est vrai que les gens ne sont pas vraiment intéressés, mais la façon dont les messages sont communiqués laisse à penser qu'ils ne s'adressent qu'à une certaine élite. »

(Portugal, 35 ans et plus, neutre)

Dans tous les groupes, seul un petit nombre de participants avait connaissance de l'« **initiative citoyenne européenne** », même si environ la moitié de ceux en Allemagne en ont entendu parler.

« C'était à propos de la privatisation de l'eau potable. Il y a avait des listes de signatures dans les organismes publics. Je trouve que c'est important de pouvoir dire ce que l'on veut. »

(Allemagne, 35 ans et plus, eurosceptique)

Certains participants au Portugal ont signalé connaître l'initiative citoyenne européenne, parce qu'elle a été popularisée par quelques députés européens de gauche et **des pétitions qui ont circulé sur Internet**.

Cette initiative est **généralement très bien accueillie** dans tous les pays.

« Voilà quelque chose qui permet d'agir directement. Et il y a des personnes qui servent de contact. »

(Allemagne, 35 ans et plus, neutre)

Les participants ont toutefois exprimé certaines inquiétudes. En premier lieu, ils pensent que **la majorité des initiatives sont rejetées**.

« C'est juste que nous ne connaissons pas le nombre exact d'initatives soumises qui seront acceptées par la Commission. C'est un point important, car cela ne sert à rien si elles sont toutes rejetées. »

(Pologne, moins de 35 ans, eurosceptique)

Certains participants se sont inquiétés que ce dispositif puisse être **utilisé par des partis politiques à leurs propres fins**.

« Cela doit être neutre. J'imagine un portail Internet où toutes les propositions sont diffusées et où je peux participer. »

(Italie, moins de 35 ans, pro-UE)

D'autres ont mis en garde contre le risque d'obstruction du fait **de formalités bureaucratiques trop lourdes**.

« Il faudrait simplifier le processus, sinon cela n'aboutira à rien. »

(Italie, 35 ans et plus, pro-UE)

Les propositions des participants pour améliorer les consultations citoyennes sont notamment de créer des forums ainsi que des sondages et des enquêtes en ligne.

Sollicités pour faire des **propositions alternatives pour consulter les citoyens**, les participants ont mentionné les idées suivantes dans les différents pays :

- Créer une **plateforme** où les citoyens peuvent donner leur opinion sur divers sujets.
- Organiser des initiatives de type **référendums**. Cependant, ces référendums peuvent coûter cher à mettre en œuvre sans que cela aboutisse à des résultats concrets.
- Participer à des **enquêtes/pétitions en ligne**.

En Allemagne, au Danemark et au Portugal, les participants estiment que les **députés européens ont la responsabilité d'interagir davantage avec la population** et d'écouter ce que les citoyens ont à dire. En Finlande, les participants ayant une opinion positive ou neutre de l'UE souhaitent que davantage de discussions aient lieu entre les élus et les citoyens. Au Portugal, les participants pensent que si les députés européens ne connaissent pas l'avis des citoyens, ils ne peuvent pas les représenter de façon adéquate. Ainsi, il est primordial qu'ils interagissent avec les citoyens.

« Je pense qu'une fois élus, les députés européens ont le devoir d'écouter leurs électeurs. Ils devraient donc interagir plus avec la population pour mieux la représenter. »

(Portugal, moins de 35 ans, pro-UE)

« Etre proche des gens, les Américains sont bons pour ça. Il devrait y avoir plus de communication dans les réunions publiques, où les hommes politiques européens interviennent. »

(Allemagne, 35 ans et plus, eurosceptique)

« Il est important que les députés européens gardent le contact avec leurs électeurs. Certains députés n'ont pas été réélus aux dernières élections parce qu'ils avaient perdu le lien avec leurs électeurs. »

(Finlande, 35 ans et plus, pro-UE)

3.9 L'opinion des experts sur la démocratie dans l'UE

Les experts en Finlande considèrent le vote comme un élément essentiel de la démocratie européenne. A l'instar de l'opinion publique finlandaise, ils estiment que **l'UE est lointaine et n'a pas de visage**, tandis que, selon eux, le faible niveau de participation aux élections européennes est en partie lié au manque de connaissance des politiques européennes. Cet avis est partagé par les experts interrogés en Pologne. Le problème ne provient pas nécessairement d'importants défauts systémiques, mais d'une ignorance générale des différentes institutions et de leur fonction. Les experts finlandais estiment que c'est cette ignorance qui laisse penser que l'UE n'est pas démocratique, car les gens ne comprennent pas comment les décisions sont prises. Cette incompréhension renforce quant à elle l'abstention, car **le vote semble inutile** dans ces conditions.

Les experts italiens ont insisté sur la nécessité d'améliorer le niveau de connaissance des institutions et mécanismes européens **pour transmettre un vrai message démocratique**. L'Allemagne a enregistré un faible niveau de participation aux dernières élections européennes, ce que les experts ont expliqué par la mauvaise image de l'UE dans le pays. Pour améliorer cette situation, les experts suggèrent que **l'action publique soit plus efficace**, par le biais de projets régionaux ayant un véritable impact au niveau local, ou, tout simplement, d'hommes politiques plus charismatiques et une meilleure communication.

« Selon moi, le niveau de participation résulte du degré de connaissance des institutions, de leur utilité, du besoin auquel elles répondent. Si le niveau de connaissance et le niveau perçu de l'utilité de ces institutions sont faibles, la participation sera faible également. »

(Pologne, expert médias)

Les élections européennes ont fourni l'illustration, selon les experts danois, du peu d'importance perçue du Parlement européen au Danemark. Les hommes politiques qui se présentent au Parlement européen sont considérés comme des politiques de seconde classe, ce qui a également été mentionné par les experts italiens et portugais. Les campagnes électorales n'abordent généralement que des questions de politique nationale, car les hommes politiques n'ont pas le courage de s'attaquer aux **vraies questions concernant la coopération européenne**. Tous ces facteurs semblent dissuader les citoyens européens de voter.

Selon l'expert économique danois, ce manque d'intérêt du public pour la politique européenne pourrait être contré s'il était possible **d'évaluer les travaux de chaque député européen**. De plus, les médias ont tendance à s'intéresser à des points de détails. Les experts danois considèrent que si les débats portaient sur les points véritablement importants, les citoyens auraient plus envie de voter.

En Allemagne, les experts jugent inquiétants les résultats obtenus par **les partis extrémistes nationalistes** dans différents Etats membres.

« Je trouve réellement inquiétant le retour des nationalistes. On le voit en France, mais aussi en Allemagne, et en Autriche. Les populistes cherchent à tuer le projet européen. »

(Allemagne, expert culturel)

Le faible niveau de participation en Italie a été attribué par les experts à la fois au sentiment anti-européen et au **manque d'intérêt** général pour la politique italienne.

« La participation a été faible parce que les citoyens sont de plus en plus mal à l'aise vis-à-vis de la politique italienne et s'y intéressent de moins en moins. »

(Italie, expert culturel)

Les experts en Finlande pensent que **l'UE devrait davantage échanger avec les citoyens**, point de vue qui a également été exprimé dans les groupes de discussion en Finlande. Il apparaît comme important que les hommes politiques gardent le contact avec leurs électeurs, sans quoi ils risquent de s'en éloigner. Cependant, il a également été souligné que certains députés européens essayaient de rester proches des citoyens mais qu'ils n'étaient pas écoutés.

« Beaucoup de politiques essayent vraiment de donner un sens à l'Europe, mais personne ne les écoute. »

(Finlande, expert médias)

En Italie, les experts ont souligné la nécessité d'organiser des **référendums pour que les citoyens se sentent plus impliqués**.

« Ils veulent rendre l'UE plus démocratique ? Il n'y a qu'à faire des référendums sur chaque question, et chacun sera libre d'exprimer son opinion sur tout. »

(Italie, expert économique)

Certains experts pensent également que la démocratisation de l'UE pourrait être atteinte par **l'éducation et par la sensibilisation générale** aux institutions européennes.

« Le fait de former les jeunes aux premiers secours est super... mais [on devrait aussi] les sensibiliser à la vie démocratique, à l'importance du vote. »

(Pologne, expert économique)

4. L'UE ET LES MEDIAS

Cette étude porte enfin sur l'influence que peuvent avoir les médias sur l'opinion publique à l'égard de l'UE et sur la façon dont l'UE devrait communiquer pour toucher plus efficacement ses citoyens.

4.1 Le rôle des médias

L'impression générale est que les médias donnent peu d'informations sur les questions européennes, sauf à l'approche des élections européennes.

Dans tous les pays couverts par cette étude, très peu de participants se sentent bien informés sur la politique européenne ou sur l'UE. Ceci est généralement attribué au **faible niveau d'informations diffusées sur les questions européennes**, qui se concentrent sur la période précédant les élections européennes. La plupart des participants se sentent mieux informés sur les questions politiques nationales que sur les affaires européennes. En Pologne, les participants ont indiqué **que les informations sur la politique nationale sont plus faciles à trouver** en ligne et via la télévision. Au Portugal, les participants ont l'impression que les émissions les plus intéressantes ou les plus justes sur l'UE ne sont jamais diffusées aux heures de grande écoute sur les grandes chaînes de télévision.

« Les questions politiques allemandes sont rendues publiques. Mais celles européennes n'apparaissent pas aussi souvent dans la presse. »

(Allemagne, 35 ans et plus, eurosceptique)

« Il est difficile de suivre les questions européennes. Les informations sont biaisées et portent rarement sur ce qui se passe quotidiennement à Bruxelles. Et l'UE est si grande et si abstraite qu'il est difficile de comprendre ce qu'il se s'y passe de façon générale. »

(Finlande, moins de 35 ans, neutre)

« Il n'est jamais question de ce que fait l'UE, sauf pour montrer les répercussions négatives qu'ont les politiques européennes en Italie. »

(Italie, 35 ans et plus, eurosceptique)

« Si une loi est votée au Parlement [polonais], nous savons comment votera tel ou tel parti, mais nous ne savons pas exactement à quel parti appartiennent les Polonais qui siègent au Parlement européen. »

(Pologne, moins de 35 ans, eurosceptique)

En Pologne, les participants estiment qu'ils peuvent avoir accès à des informations sur les affaires européennes mais que cet **accès n'est pas aisé** ou qu'elles sont présentées de façon incompréhensible.

« [Les informations sur l'UE] sont nombreuses en période électorale ou lors des nominations, ou pour le choix de la présidence. Et ce sont les seules informations qui arrivent jusqu'à moi, pauvre mortel, ce qui ne me dit pas grand chose sur le Parlement en lui-même, sur sa structure ou sur le fonctionnement des commissions et sous-commissions. »

(Pologne, 35 ans et plus, neutre)

Au Danemark, les participants expliquent cette faible couverture médiatique des questions européennes par le fait que **ce sujet est perçu comme peu « intéressant »**. Les médias sont souvent dépendants de l'audience et des chiffres, c'est pourquoi seuls les sujets brûlants et le « gros sujet à venir » font l'objet d'un traitement de leur part.

« Les médias pensent que ce sujet est ennuyeux et les gens ne s'y intéressent pas. C'est très difficile à définir précisément, qui devrait commencer et expliquer aux médias que cela intéresse les gens ? Où commence l'intérêt ? »

(Danemark, moins de 35 ans, eurosceptique)

La plupart des participants se forment une opinion sur l'UE à partir de sources multiples, mais principalement par **les médias, Internet et les discussions avec les amis et la famille**.

La plupart des participants se méfient de l'objectivité des médias quand il s'agit de traiter de l'UE, et pensent qu'ils ne relaient que les « mauvaises nouvelles » (pas seulement à l'égard de l'UE). Les participants font davantage confiance aux services publics de radiodiffusion et de télévision et à Internet.

Des **doutes** ont été exprimés à l'égard **de l'indépendance et de l'objectivité des médias à l'égard de l'UE** dans la plupart des pays, à l'exception du Danemark.

Les participants en Allemagne, au Danemark et en Italie ont le sentiment que les **médias ont tendance à insister sur les mauvaises nouvelles touchant l'UE**.

En Finlande et en Pologne, certaines participants estiment que les **médias enjolivent la réalité de l'UE**, alors que d'autres considèrent que les médias ont un **a priori négatif sur l'UE**.

De façon générale, la plupart des participants dans tous les pays ont conscience du **manque d'objectivité et d'indépendance** des médias sur ces sujets et ne pensent pas que ceux-ci les influencent.

« Les nouvelles sont presque toujours mauvaises. Lorsqu'il y a un problème, on accuse l'Europe, parce qu'on a peur. Et puis on se dit : l'Europe ne me concerne pas, elle est trop éloignée. »

(Allemagne, 35 ans et plus, pro-UE)

« Au fond, les médias ne sont pas objectifs de nos jours. Les journalistes qui posent les questions qui leur tiennent à cœur et qui cherchent vraiment des informations n'existent plus. »

(Portugal, 35 ans et plus, pro-UE)

« On entend trop parler d'histoires personnelles ou de la forme des concombres. »

(Danemark, moins de 35 ans, eurosceptique)

« C'est normal qu'ils ne soient pas objectifs. L'important est de comprendre les différents points de vue. »

(Italie, 35 ans et plus, pro-UE)

Une **nette majorité** des participants en Allemagne **a plus confiance dans le traitement de l'UE par les médias publics** que par les médias privés.

« Dans le doute, toujours choisir la radio ou la télévision publique. »

(Allemagne, 35 ans et plus, pro-UE)

Au contraire, les participants en Pologne ont tendance à penser que **les médias publics sont moins indépendants** dans leur pays, car ils ne diffusent que les informations positives. Ils pensent que les médias privés en Pologne sont plus enclins à inviter des personnalités anti-européennes.

« [Les médias publics], financés par le budget de l'Etat, sont évidemment obligés de traiter des sujets que le gouvernement leur dicte. Si le gouvernement est favorable à l'UE, alors [les médias publics] seront pro-UE. »

(Pologne, moins de 35 ans, neutre)

Les participants au Danemark considèrent qu'il existe **une différence entre les radios et télévisions publiques et privées** dans le traitement des questions européennes. Les radios et télévisions commerciales n'abordent ces sujets que si elles ont une histoire qui ridiculise l'Europe. Les participants attribuent cette tendance au fait que ce genre d'histoires fait plus recette que les faits objectifs relatifs à l'UE, du fait de la priorité accordée au niveau d'audience par les médias privés. Les télévisions et radios publiques, au contraire, ont une obligation de couvrir les sujets liés à l'UE.

*« L'Etat a le devoir d'informer ses citoyens sur l'UE. »
(Danemark, moins de 35 ans, eurosceptique)*

« L'UE n'est pas très sexy. La DR [Danish Broadcasting Corporation] doit couvrir des sujets sur l'UE mais tous les autres médias ne le font que rarement, parce qu'ils pensent à l'audience et ce qui fait un bon sujet. »

(Danemark, 35 ans et plus, neutre)

L'opinion des participants au Portugal à l'égard des médias privés et publics est divisée. Certains jugent qu'il n'y a pas de différence de traitement de l'UE entre les différents types de médias. D'autres pensent au contraire que les médias publics ont plus tendance à souligner les aspects positifs des activités de l'UE et à accorder plus de temps d'antenne aux sujets européens.

« Peut-être que les chaînes publiques y accordent quelques minutes de plus que les chaînes privées. »

(Portugal, 35 ans et plus, eurosceptique)

En Finlande, les participants ne voient pas de différences majeures entre le traitement de l'UE par les radios et télévisions du service public et celles privées. Les médias commerciaux sont considérés comme un peu plus dépendants de l'audience, mais de façon générale, les participants **ont confiance dans les médias finlandais et les considèrent comme neutres.**

Internet est considéré par les participants en Italie et au Danemark comme un **canal d'information plus objectif** que les médias classiques.

« Internet est le média le plus impartial, alors que la télévision est plus biaisée. »

(Italie, moins de 35 ans, eurosceptique)

4.2 Comment l'UE devrait-elle communiquer ?

Les participants expriment de façon générale une envie de disposer de davantage d'informations sur l'UE qui soient objectives et plus facilement accessibles qu'actuellement.

La majorité des participants dans tous les pays souhaiteraient davantage d'informations sur l'UE et que tous les médias **couvrent plus régulièrement les questions européennes**.

« C'est une chose de lire un article sur l'UE qui régleme un secteur ou un autre, mais il faudrait que l'action de l'UE soit mieux expliquée et plus souvent. Peut-être que des petites anecdotes régulières dans les médias seraient un bon moyen. »

(Danemark, moins de 35 ans, pro-UE)

« J'aimerais trouver des informations qui soient vraiment objectives, parce qu'en ce moment, elles sont toujours déformées par des a priori politiques ou idéologiques et on risque de ne pas trouver l'information utile. »

(Italie, 35 ans et plus, eurosceptique)

Les opinions sur la façon exacte dont les médias devraient traiter les sujets européens varient d'un groupe et d'un pays à l'autre. Les participants ont fait diverses propositions concernant trois éléments de la communication sur l'UE : **le contenu, le style et le format**.

Le contenu de ces informations doit être plus positif et concret, et expliquer les implications pour la vie des citoyens.

- Davantage **d'histoires positives** sur l'UE (pro-UE et neutre, DK)
- Davantage de sujets sur les questions et décisions européennes ayant un **impact sur la vie des citoyens** (DE, IT, PT)
- Des programmes sur **le chômage des jeunes et l'égalité des chances** (DE)
- Des aspects plus spécifiques, comme par exemple **le processus de nomination du président** de la Commission européenne
- **Les résultats et les structures** de l'UE (DE, PL)
- Des **questions actuellement débattues au Parlement européen** ou au sein des autres institutions européennes (PL)
- La façon dont les citoyens **peuvent s'impliquer dans les affaires européennes** et en tirer des avantages (DE, PL)

« Plus d'informations qui nous sont destinées, pour que nous sachions ce que nous pouvons obtenir et ce que nous pouvons faire dans l'UE. Quelles sont les subventions disponibles ou les programmes d'échanges internationaux ? Tout ce qui va dans ce sens. En fait, ces informations sont censées être disponibles, mais il faut les chercher, enquêter, poser des questions. Tout ce qui nous concerne devrait être directement accessible et plus clair. »

(Pologne, moins de 35 ans, pro-UE)

Les participants souhaitent disposer d'informations fiables, accessibles et facilement compréhensibles, communiquées de façon plus personnelle et moins institutionnelle.

- La communication devrait être moins formelle, et utiliser **un langage simple, de tous les jours** (FI, PL, PT)
- Elle doit être diffusée dans un style **attractif et concis** (PT)

« J'ai confiance dans les élus européens comme source d'information. Cependant, celle-ci est présentée dans un tel jargon officiel que l'on n'y comprend rien à moins de déjà s'y connaître. »

(Finlande, 35 ans et plus, pro-UE)

- Il faudrait que les émissions de télévision soient présentées par un présentateur dynamique qui **fasse participer les téléspectateurs** (PT)
- Les informations devraient être **honnêtes et exactes** (FI, IT)

« Des informations honnêtes sur l'agenda à venir et les conséquences possibles, les plans et la vision pour l'avenir. »

(Finlande, 35 ans et plus, eurosceptique)

Au sujet des formats, les propositions comprennent notamment une chaîne dédiée, et des informations présentées par les médias grand public. Les plus jeunes sont favorables à une présence accrue sur les réseaux sociaux.

- Il pourrait y avoir de **courtes histoires positives sur l'UE à la fin du journal télévisé**, ou des émissions d'« info-divertissement » faisant participer des personnalités de l'UE (pro-UE et neutre, DK)

« L'info-divertissement sur l'UE pourrait aider les gens à s'intéresser à l'UE. Cela pourrait porter sur les politiques européennes etc. L'UE est trop fermée sur elle-même et manque de transparence. Les députés devraient être obligés à rendre des comptes sur leurs dépenses et sur la façon dont ils utilisent leur temps, entre autres. Il faut que l'UE s'ouvre, sinon ça ne marchera pas. »

(Danemark, 35 ans et plus, pro-UE)

- Certains **débats menés au Parlement européen pourraient être retransmis à la télévision**, pour que les citoyens se fassent une idée plus claire et transparente de ce qui se passe au Parlement européen (PT)
- De la même façon, il pourrait y avoir des débats télévisés présentant des personnalités jouissant d'une forte crédibilité et compétentes pour **discuter des travaux** en cours au Parlement européen (PT)
- Une autre possibilité serait de créer une chaîne de télévision spécifique comme la chaîne parlementaire portugaise, qui permettrait aux citoyens de savoir ce qui se passe au Parlement européen - une sorte de « **Journal du Parlement européen** » (IT, PT)

« Nous avons le journal de l'équipe nationale pour la coupe du monde. Pourquoi ne pas présenter un euro-journal plutôt que celui de l'équipe nationale ? On pourrait ainsi connaître les discussions en cours au Parlement, quelles mesures ont été votées aujourd'hui. »

(Portugal, moins de 35 ans, pro-UE)

« J'aimerais entendre ce que les hommes politiques entendent dans leur casque. »

(Italie, moins de 35 ans, pro-UE)

- Il pourrait y avoir une **présentation approfondie des différentes questions européennes** en cours à la fin du journal télévisé - une « minute Europe » - pour toucher plus de gens (IT, PL, PT)

« Un programme d'information à mi-chemin entre le journal et le débat, où des politiques sont invités, où sont présentés et commentés les points abordés pendant la semaine, et pas à deux heures du matin. »

(Italie, moins de 35 ans, neutre)

- Les **réseaux sociaux, les portails, forums et blogs en ligne** pourraient être utilisés pour communiquer les principales décisions et poster des vidéos des moments importants des débats parlementaires (DE, IT, PL, PT)
- Un **magazine de l'UE** pourrait être créé (IT, PL)

« Il pourrait y avoir un magazine unique pour toute l'Europe qui serait reconnu pour être indépendant. »

(Italie, 35 ans et plus, pro-UE)

- L'UE pourrait utiliser la presse grand public ou les **journaux gratuits** pour toucher plus de gens (PT)

« Je lis les journaux gratuits distribués tous les matins... généralement pendant mon trajet en métro. Il faut que les infos viennent à nous, personne ne va les chercher. Que ce soit dans les journaux – surtout s'ils sont gratuits, tout le monde les lit – ou aux infos à la télévision. »

(Portugal, moins de 35 ans, neutre)

- Les écoles pourraient participer, **en intégrant au programme** les affaires européennes (DE, PT)

4.3 L'opinion des experts sur le rôle des médias

Par rapport à l'opinion publique, les experts dans leur ensemble ont plus tendance à considérer **les médias comme objectifs et justes**, en particulier les experts sur les médias.

« Je pense que les médias sérieux sont à l'affût de toute erreur faite par les Etats, et les identifient clairement – chaque pays, chaque gouvernement. Je ne pense pas qu'ils accusent l'UE. »

(Portugal, expert médias)

Au Danemark et en Finlande, les experts considèrent que les médias font un traitement juste des affaires européennes, malgré les **différentes tendances politiques**.

« En gros, TV2 est une chaîne commerciale qui cherche tout le temps des nouvelles croustillantes, mais pour le traitement des questions politiques, je trouve que les chaînes de télé danoises [DR et TV2] s'en sortent bien. »

(Danemark, expert économique)

Au Portugal, les experts économiques et culturels estiment que les médias ne sont aujourd'hui **ni indépendants ni objectifs**, pas spécifiquement sur l'UE, mais de façon générale. L'expert culturel pense que les médias n'expliquent pas les choses dans leur ensemble, et sont trop dépendants de l'audience. A l'inverse, l'expert médias juge que le problème avec les médias provient d'un **manque d'informations ou de connaissances des journalistes**.

« A chaque fois qu'il y a un problème, c'est la faute de l'Europe. Elle est responsable de tous les maux. On l'accuse toujours, mais ça n'a parfois rien à voir avec l'Europe. »

(Portugal, expert culturel)

L'expert économique au Portugal, l'expert médias en Allemagne et les experts italiens estiment que le traitement médiatique de l'UE est **trop négatif**. L'expert culturel portugais pense que les journalistes, même s'ils ont l'obligation d'être mieux informés, **ne se sentent peut être pas proches de l'UE dans leur vie quotidienne**, ce qui pourrait influencer leur traitement des affaires européennes.

Les experts italiens sont en accord avec l'opinion exprimée dans les groupes de discussions dans ce pays, sur le fait qu'il existe **un manque d'informations concrètes et pertinentes sur l'Europe** et ses institutions.

« Quand ils font quelque chose d'intéressant, on en parle à une heure du matin lorsque tout le monde dort. A part ça, il y a une ignorance générale due à un manque d'éducation politique. »

(Italie, expert économique)

En Allemagne, l'expert culturel a souligné le fait que les médias ont tout intérêt à exercer **leur responsabilité et leur jugement** lorsqu'ils couvrent des sujets européens.

« Les médias ont une grande responsabilité à l'égard du projet européen. Ils doivent reconnaître le fait que leur avenir en dépend, et ce également si l'Europe échoue. »

(Allemagne, expert culturel)

Les experts conviennent que l'UE devrait **communiquer davantage par les moyens suivants** :

- Les réseaux sociaux (PT)
- La télévision (PL, PT)
- La radio (PL, PT)
- La presse (PL, PT)
- Internet (IT)

Les experts italiens estiment **qu'Internet est le moyen idéal pour communiquer**, mais qu'il faut savoir l'utiliser. Ils ont l'impression que les sites étrangers sont plus riches en contenus que les sites italiens.

En Pologne, les experts pensent que l'UE devrait utiliser **les médias grand public pour communiquer**, mais qu'il faut pour cela trouver des sujets qui intéressent le grand public.

« Pour les médias de masse, les sujets doivent être sexy. Je suis sûr que l'on peut vendre l'UE de façon sexy, il faut juste savoir bien le présenter. Les bons moyens de communication ne sont pas les sites officiels de l'UE ou les télévisions locales ou internes, mais les médias grand public nationaux. C'est une stratégie qui permet de passer les sujets européens en "contre-bande" – à petites doses – dans des émissions qui ont l'air de parler de sujets nationaux. »

(Pologne, expert médias)

5. ANNEXE - METHODOLOGIE

Cette enquête Eurobaromètre sur « La promesse de l'Union Européenne » a été menée par TNS Qual+, à la demande de la Commission européenne, Direction générale Communication.

« La promesse de l'Union Européenne » vise à développer une vision pour l'avenir de l'UE, fondée sur trois questions : quel degré d'unité les citoyens souhaitent-ils et quels sont les domaines dans lesquels il conviendrait de favoriser l'intégration ? Comment faire en sorte que l'UE soit plus démocratique et que les hommes et femmes politiques soient davantage tenus de rendre des comptes sur les décisions qu'ils prennent ? Quel est le juste équilibre entre responsabilité et solidarité ? Les objectifs généraux de cette étude sont de comprendre comment les citoyens perçoivent l'UE et ce que l'idée européenne signifie pour eux, en particulier dans le sillage de la crise économique et financière.

L'étude a été menée, sous forme d'étude pilote, dans six Etats membres de l'UE : Italie, Allemagne, Danemark, Portugal, Finlande et Pologne. Ces pays ont été choisis pour représenter les différentes étapes dans le développement de l'UE et assurer un bon équilibre géographique général.

Le travail sur le terrain a consisté en six groupes de discussion avec le grand public dans chaque pays, complétés par des entretiens approfondis avec des experts en matière d'affaires européennes issus du monde des médias, de l'entreprise et de la culture dans les six Etats membres. Il convient néanmoins de noter que ces groupes de réflexion ne sont jamais statistiquement représentatifs.

Le travail de terrain a été mené entre le 30 juin et le 11 juillet 2014 dans tous les pays participants à l'étude : à Milan (Italie), à Hambourg (Allemagne), à Copenhague (Danemark), à Lisbonne (Portugal), à Espoo (Finlande) et à Varsovie (Pologne). Les entretiens avec les experts ont également eu lieu au cours de cette période (pour leur grande majorité) ou jusqu'à deux semaines plus tard. Un groupe de discussion pilote a eu lieu en Belgique le 19 juin.

Conception de l'étude

Six groupes de discussion ont été organisés, durant deux heures environ, dans chaque pays. Les groupes ont été répartis en fonction de l'âge et de l'opinion à l'égard de l'UE, comme suit :

- **2 groupes = « eurosceptiques »**
 - **1 groupe = âgés de 34 ans et moins**
 - **1 groupe = âgés de 35 ans et plus**

- **2 groupes = « neutres »**
 - **1 groupe = âgés de 34 ans et moins**
 - **1 groupe = âgés de 35 ans et plus**

- **2 groupes = « pro-UE »**
 - **1 groupe = âgés de 34 ans et moins**
 - **1 groupe = âgés de 35 ans et plus**

« LA PROMESSE DE L'UE »
EUROBAROMETRE QUALITATIF
GUIDE DE DISCUSSION
GROUPE DE DISCUSSION 120 MINUTES

Comme pour tous les guides de discussion qualitative, ce document n'a pas vocation à constituer un questionnaire exhaustif. Il vise plutôt à donner au modérateur une indication sur les sujets qui doivent être couverts, sur les temps impartis, approximativement, à chaque partie de la discussion et quelques suggestions sur les domaines possibles à approfondir.

PRINCIPALES QUESTIONS A ABORDER:

- 1) *Quel degré d'unité les citoyens souhaitent-ils et dans quels domaines l'intégration devrait-elle avoir lieu ?*
- 2) *Qu'est-ce qui rendrait l'UE plus démocratique et comment les hommes/femmes politiques de l'UE pourraient-ils porter la responsabilité des décisions qu'ils prennent ?*
- 3) *Quel est le bon équilibre entre responsabilité et solidarité ?*

INTRODUCTION (10 MINUTES)

Dans cette section, le modérateur présente les règles de discussion du groupe, aide les participants à faire connaissance et commence à développer une relation avec les répondants, étape indispensable, en les mettant à l'aise et en apprenant à les connaître.

Modérateur

- Se présente
- TNS Qual+ / institut local
- Indépendant

Processus

- Enregistrement audio
- Discussion ouverte
- Pas de bonne / de mauvaise réponse
- Toutes les opinions sont valables / ont la même importance
- Confidentialité

Sujet

- l'Europe – ce que cela signifie, ce que cela pourrait signifier à l'avenir

Participants

- Présentation et noms
- Ont-ils voté lors des élections européennes ou non

1 ETRE EUROPEEN (30 MINUTES)

1.1 L'identité européenne (15 MINUTES)

J'aimerais commencer par discuter de ce que signifie le fait d'être européen.

- ✓ Que signifie être européen ? Existe-t-il une identité européenne ? Pensez-vous qu'un jour nous nous considérerons comme des Européens plutôt que comme des gens de nationalité [PAYS] ?
- ✓ Si vous aviez à décrire ce que signifie être européen à quelqu'un qui est en dehors de l'Europe – quels mots utiliseriez-vous ? Qu'est-ce qui fait de nous des Européens, par rapport à des Américains, par exemple, ou à des Asiatiques ?
- ✓ Vous décririez-vous comme européen ? Pourquoi/pourquoi pas ?
- ✓ Pensez-vous que ce sentiment d'identité européenne a changé ? Quand/pourquoi ?
- ✓ Qu'est ce qui nous rassemble, en tant qu'Européens ?

1.2 L'« histoire » de l'Europe (15 MINUTES)

Nous allons maintenant parler de l'Europe dans son ensemble.

- ✓ Nous avons parlé de l'identité européenne, mais qu'est ce que l'Europe signifie en elle-même ?
- ✓ Qu'est-ce qu'elle DEVRAIT signifier ?
- ✓ Pensez-vous qu'il y ait une « histoire » de l'Europe ? A quoi cette histoire fait-elle référence ?
- ✓ Comment l'histoire de l'Europe commence-t-elle selon vous ? Quelles sont ses origines, quel était l'objectif premier ? Comment cette histoire a-t-elle évolué ? A-t-elle changé depuis la crise financière ?
- ✓ Qui, d'après vous, « écrit » l'histoire de l'Europe – l'UE, les citoyens, qui ?

2 L'EUROPE ET LES CITOYENS (60 MINUTES)

2.1 Unité et intégration (15 MINUTES)

J'aimerais maintenant aborder la question de la position de [PAYS] en Europe et du niveau d'unification et d'intégration de l'Europe. Par intégration, j'entends la capacité des pays européens à prendre des décisions communes sur des questions politiques et à mettre en œuvre une coopération plus étroite en général.

- ✓ Quels sont les aspects positifs de l'appartenance de [PAYS] à l'Europe ?
- ✓ Quels sont les aspects négatifs ?
- ✓ Dans l'ensemble, [PAYS] a-t-elle(il) gagné à faire partie de l'Europe ? Quels sont les avantages offerts par l'Europe ? Quels sont les inconvénients ?
- ✓ Pensez-vous que [PAYS] est représenté(e) dans l'UE ?
- ✓ Estimez-vous que le niveau de coopération actuel entre les Etats membres est suffisant ?
- ✓ Pensez-vous que l'Europe devrait coopérer plus étroitement dans certains domaines ? Lesquels ?
- ✓ Ou qu'elle devrait coopérer MOINS dans certains domaines ?

2.2 L'Europe et l'UE (10 MINUTES)

Après avoir discuté de l'Europe dans son ensemble, j'aimerais maintenant parler plus particulièrement de l'UE.

- ✓ Comment décririez-vous la différence entre l'« Europe » et l'UE ?
- ✓ Ce dont nous avons discuté sur le fait d'être Européen, de faire partie de l'Europe – s'applique-t-il également au fait de faire partie de l'UE ? Pourquoi ?
- ✓ Savez-vous ce qu'est l'UE ? En avez-vous une bonne connaissance ?
- ✓ Vous sentez-vous lié(e) à l'UE ? Pourquoi ? Les élections vous ont-elles fait vous sentir plus proche de l'UE ?
- ✓ Qu'est-ce qui vous ferait vous sentir plus lié(e) ?

- PAUSE (5 MINUTES) -

2.3 Les élections européennes et la démocratie (15 MINUTES)

Abordons maintenant la question des élections européennes récentes et de la démocratie en Europe.

- ✓ Pourquoi avez-vous voté/n'avez-vous pas voté aux élections européennes ?
- ✓ Quel est l'intérêt de voter aux élections européennes ? Quelles sont les principales raisons de participer aux élections ?
- ✓ Dans quelle mesure vous sentiez-vous bien informé(e) au sujet des élections ? Savez-vous pour quel parti européen vous avez voté / comment votre parti national se positionne au Parlement européen ?
- ✓ Que vous disent les élections au sujet de la démocratie au niveau européen ?
- ✓ Est-il suffisant de pouvoir voter ? Pourquoi/pourquoi pas ? Avez-vous le sentiment que « votre voix compte » dans l'UE ? Qu'est-ce qui rendrait l'UE plus démocratique ?
- ✓ En dehors des élections, que pourrait entreprendre l'UE pour impliquer les gens comme vous ? Que pourraient faire les hommes politiques pour rendre l'UE plus proche de vous ?
- ✓ La Commission a récemment consulté les citoyens au moyen de rencontres appelées « Dialogues citoyens » menées dans différents pays, qui permettent de discuter directement avec les gens et de les écouter, à la manière des réunions publiques municipales – étiez-vous au courant ? Est-ce une bonne idée ?
- ✓ A également été créée récemment « l'initiative citoyenne européenne », grâce à laquelle les citoyens peuvent proposer une pétition en vue d'attirer l'attention du Parlement européen sur un sujet – étiez-vous au courant ? Qu'en pensez-vous ?
- ✓ Envisageriez-vous de participer à ce type d'initiative – pourquoi/pourquoi pas ? Quelle autre mesure l'UE pourrait-elle prendre pour consulter les gens comme vous ?

2.4 **Solidarité et responsabilité (10 MINUTES)**

Nous allons maintenant discuter de l'Europe dans un contexte de crise et de ce que cela signifie en termes de relations avec les autres Etats membres.

- ✓ Pensez-vous que le fait de faire partie de l'Europe a aidé votre [PAYS] à faire face à la crise financière ? Pourquoi/pourquoi pas ? L'UE dans son ensemble devrait-elle aider les Etats membres qui connaissent des difficultés financières ? Pourquoi/pourquoi pas ? S'agit-il d'une question de principe ou cela devrait-il être décidé au cas par cas ?
- ✓ Quelqu'un a dit au cours d'un dialogue citoyen : « L'Europe est la Grèce, et la Grèce est l'Europe ». Que pensez-vous de cette déclaration ? Etes-vous d'accord ?
- ✓ Existe-t-il des limites au niveau d'aide que nous devons apporter aux autres Etats membres ?

2.5 **Le rôle de l'UE dans le monde (5 MINUTES)**

J'aimerais que nous parlions maintenant du fait de faire partie de l'Europe, d'appartenir à quelque chose de plus grand que [PAYS] et de ce que cela signifie.

- ✓ Pensez-vous, compte tenu des événements récents en Ukraine, que faire partie de l'Europe vous donne le sentiment d'être plus en sécurité ou moins en sécurité ? Quelle différence cela fait-il de faire partie de l'Europe ?
- ✓ Pensez-vous qu'une Europe élargie soit une bonne chose ou une mauvaise chose ? Pourquoi ? Pensez-vous que « c'est mieux d'être plus grand » ?
- ✓ Pensez-vous que [PAYS] joue un rôle plus important dans le monde en tant que pays membre de l'Union européenne ou en étant en dehors de l'Union européenne ?

3 **S'INFORMER SUR L'UE – LE ROLE DES MEDIAS (15 MINUTES)**

Pour finir, quelques questions pour savoir dans quelle mesure vous vous estimez bien informé(e) sur l'UE et sur le rôle des médias.

- ✓ Diriez-vous que vous êtes bien informé(e) des affaires politiques nationales ? et des affaires politiques européennes ?
- ✓ Et sur l'UE en particulier ?
- ✓ Les gens ont des opinions très différentes au sujet de l'UE – certains y sont favorables, d'autres y sont défavorables. D'où pensez-vous que les gens tirent leurs opinions ? Sur quoi se basent-elles en général ?
- ✓ Pensez-vous que le traitement de l'Europe par les médias est indépendant/objectif ? Croyez-vous toujours ce que vous lisez, entendez à la radio ou voyez à la télévision ? Pensez-vous qu'ils « accusent » l'Europe justement ou injustement ?
- ✓ Existe-t-il une différence entre le traitement de l'Europe par les médias publics et privés ?
- ✓ Souhaiteriez-vous en savoir plus sur l'UE ? Que voudriez-vous savoir de plus en particulier ?
- ✓ L'UE devrait-elle communiquer différemment pour s'adresser à vous ?

- ✓ Comment l'UE devrait-elle communiquer auprès de personnes comme vous ? En quelle source d'informations avez-vous le plus confiance concernant l'UE ?

4 CONCLUSION ET TOUR DE TABLE (5 MINUTES)

« LA PROMESSE DE L'UE »
EUROBAROMETRE QUALITATIF
GUIDE DE DISCUSSION
ENTRETIEN APPROFONDI 60 MINUTES

INTRODUCTION (5 MINUTES)

Modérateur

- Se présente
- TNS Qual+ / institut local
- Indépendant

Processus

- Enregistrement audio
- Discussion ouverte
- Pas de bonne / de mauvaise réponse
- Toutes les opinions sont valables / ont la même importance
- Confidentialité

1 ETRE EUROPEEN (20 MINUTES)**1.1 L'identité européenne (10 MINUTES)**

- ✓ Que signifie être européen ? Existe-t-il une identité européenne ? Pensez-vous qu'un jour nous nous considérerons comme des Européens plutôt que comme des gens de nationalité [PAYS] ?
- ✓ Pensez-vous que ce sentiment d'identité européenne a changé ? Quand/pourquoi ?

1.2 L'« histoire » de l'Europe (10 MINUTES)

- ✓ Nous avons parlé de l'identité européenne, mais qu'est-ce que l'Europe signifie en elle-même ?
- ✓ Qu'est-ce qu'elle DEVRAIT signifier ?
- ✓ Pensez-vous qu'il existe une « histoire » de l'Europe ? A quoi cette histoire fait-elle référence ? Comment l'histoire de l'Europe commence-t-elle selon vous ? Quelles sont ses origines, quel était l'objectif premier ? Comment cette histoire a-t-elle évolué ? A-t-elle changé depuis la crise financière ?
- ✓ Qui, d'après vous, « écrit » l'histoire de l'Europe – l'UE, les citoyens, qui ?

2 L'EUROPE ET LES CITOYENS (25 MINUTES)

2.1 Unité et intégration (10 MINUTES)

- ✓ Estimez-vous que le niveau de coopération actuel entre les Etats membres est suffisant ?
- ✓ Pensez-vous que l'Europe devrait coopérer plus étroitement dans certains domaines ? Lesquels ? Ou qu'elle devrait coopérer MOINS dans certains domaines ?

2.2 Les élections européennes et la démocratie (5 MINUTES)

- ✓ Quelle est votre opinion sur les récentes élections européennes ? Par quels autres moyens serait-il possible de rendre l'UE plus démocratique ?
- ✓ En dehors des élections, que pourrait entreprendre l'UE pour impliquer les gens comme vous ? Que pourraient faire les hommes politiques pour rendre l'UE plus proche de vous ?

2.3 Solidarité et responsabilité (5 MINUTES)

- ✓ L'UE dans son ensemble devrait-elle aider les Etats membres qui connaissent des difficultés financières ? Pourquoi/pourquoi pas ? S'agit-il d'une question de principe ou cette aide devrait-elle être décidée au cas par cas ?
- ✓ Quelqu'un a dit au cours d'un dialogue citoyen : « L'Europe est la Grèce, et la Grèce est l'Europe ». Que pensez-vous de cette déclaration ? Etes-vous d'accord ?
- ✓ Existe-t-il des limites au niveau d'aide que nous devons apporter aux autres Etats membres ?

3 S'INFORMER SUR L'UE – LE ROLE DES MEDIAS (10 MINUTES)

- ✓ Pensez-vous que le traitement de l'Europe par les médias est indépendant/objectif ? Croyez-vous toujours ce que vous lisez, entendez à la radio ou voyez à la télévision ? Pensez-vous qu'ils « accusent » l'Europe justement ou injustement ?
- ✓ Existe-t-il une différence entre le traitement de l'Europe par les médias publics et privés ?

4 CONCLUSION ET TOUR DE TABLE (5 MINUTES)